

# **RAPPORT D'ACTIVITES**

**Par**  
**Le Secrétariat exécutif APROSPEN**

**Année 2015**

## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans le cadre de son engagement citoyen à accompagner le développement durable au sein des communautés, APROSPEN s'est attelée à mener plusieurs actions qui cadrent avec ses thématiques d'intervention que sont la gouvernance, la santé communautaire, l'appui à la production et la protection de l'environnement. Dans son approche méthodologique d'intervention, elle planifie et mène ses activités soit sur la base des projets sociaux initiés par elle-même ou simplement en partenariat avec les partenaires techniques et/ou financiers sur la base des objectifs arrêtés de façon concertée entre les acteurs impliqués. Si certaines actions sont entièrement soutenues par des ressources endogènes, d'autres par contre sont issues soit des subventions et/ou des prestations intellectuelles en cohérence avec ses missions régaliennes. Chaque axe d'intervention est conduit selon les méthodologies qui lui sont spécifiques dans une logique de recherche de l'efficience et de l'efficacité

### AXE 1 : GOUVERNANCE

#### CONTRIBUTION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PASC DANS LA REGION DE L'ADAMAOUA.

##### 1. Résumé de l'Action :

En sa qualité d'organisation relais du PASC pour la région de l'Adamaoua, APROSPEN a bénéficié d'une subvention de suivi dont les activités sont essentiellement orientées vers la consolidation et la capitalisation des acquis du DP1. Les activités planifiées et réalisées ont permis dans un 1<sup>er</sup> temps d'évaluer le niveau de changement induit à l'issue des séances de renforcement de capacités organisées pendant le DP1 aux fins de recadrer les insuffisances et consolider les acquis. En outre, des activités de capitalisation de bonnes pratiques issues des OSC locales ainsi que des initiatives de gouvernance promues par celles-ci ont été conduites avec succès et ont permis d'alimenter et diffuser deux bulletins de capitalisation assortis d'un atelier d'échanges et de partage. Par ailleurs, la Plate-forme de concertation des OSC de l'Adamaoua impulsée par l'OR pendant le DP1 a été appuyée et accompagnée tant sur le plan juridico-institutionnel que sur le plan technique et communicationnel à travers non seulement l'élaboration des textes régissant son fonctionnement mais aussi et surtout des outils de management et de stratégies appropriées de communication. L'engagement des OSC de la région dans le suivi indépendant et citoyen de politiques publiques a été soutenu par un atelier de formation sur les techniques de suivi du budget d'investissement public. L'action a été clôturée par un forum d'échanges et de développement de partenariat public- privé-société civile ayant connu la forte participation des acteurs étatiques, des collectivités territoriales décentralisées, des acteurs du secteur privé et des organisations de la société civile

. A tout cela s'ajoutent les activités de suivi et accompagnement des OSC bénéficiaires de subvention du PASC dans la région de l'Adamaoua. Plusieurs actions de visibilité ont accompagné la mise en œuvre et ont permis au programme d'être connu de toutes les entités sociologiques de la région.

Les bénéficiaires ont été associés à la mise en œuvre et leurs contributions ont été salutaires à l'atteinte des résultats obtenus.

Le degré de réalisation a été évalué et permet d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats à travers les indicateurs des objectifs spécifiques suivants :

**OS1** : Assurer le rôle d'interface entre acteurs, renforcer l'accès à l'information au profit de tous les acteurs locaux et améliorer la connaissance sur la société civile au niveau régional ;

*Indicateur 1* : 100% d'informations acquises sont diffusées aux OSC ;

*Indicateur 2* : 80% de bonnes pratiques issues des OSC sont capitalisées et diffusées,

*Indicateur 3* : 02 bulletins trimestriels sur les bonnes pratiques sont réalisés et publiés,

*Indicateur 4* : 80% d'OSC membres de la Plateforme sont capacités sur les techniques de communication ;

*Indicateur 5* : 100% d'informations sur les réalisations du PASC sont contenus dans un film documentaire produit par l'organisation relais.

**OS2** : Améliorer le niveau de participation concertée des OSC locales dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions de développement ;

*Indicateur 1* : 90% d'OSC locales engagées au sein de la plateforme,

*Indicateur 2* : La plateforme est dotée d'au moins un texte régissant son fonctionnement et des outils de management,

*Indicateur 3* : Au moins 50 OSC formées dans le suivi indépendant des investissements publics,

**OS3** : Renforcer et évaluer les capacités organisationnelles, techniques et institutionnelles des OSC dans le domaine de la Gouvernance et du développement ;

*Indicateur 1* : Au moins 20 OSC de 2<sup>e</sup> niveau maîtrisent l'écriture de projets

*Indicateur 2* : au moins 30 OSC de 1<sup>er</sup> niveau sont capables d'élaborer un plan d'action, un budget et un rapport d'activités,

*Indicateur 3* : 90% d'initiatives de gouvernance promues et implémentées par les OSC locales ont abouti à de bons résultats,

**OS4** : Renforcer le partenariat public-privé dans la région.

*Indicateur 1* : Domaines et pistes de partenariats entre CTD, OSC et opérateurs privés,

*Indicateur 2* : Au moins 3 projets de partenariats publics- privés sont identifiés,

*Indicateur 3* : Au moins 20 OSC et 20 opérateurs privés outillés et disposés à contractualiser avec les communes

## **2. Résultats et activités**

La mise en œuvre de l'action s'est soldée par de nombreux extrants ayant participé à l'atteinte de résultats. Ces résultats sont concrets et atteints à presque 100% au regard des différents indicateurs suivants prédéfinis.

**Résultat 1** : La société civile est mieux connue des acteurs au développement et communique davantage sur ses réalisations ainsi que sur le programme PASC et toute autre opportunité au développement,

*Indicateur 1* : Deux bulletins de capitalisation ont été produits et publiés. Ces bulletins diffusent aussi bien les bonnes pratiques des OSC locales que les initiatives de gouvernance promues par celles-ci et financées par le PASC.

*Indicateur 2* : la plateforme des OSC de l'Adamaoua est dotée d'outils et stratégies de communication,

*Indicateur 3* : un film documentaire produit par l'organisation relais retrace en images les réalisations du PASC dans l'Adamaoua

Les activités ayant contribué à l'atteinte de ces résultats sont les suivantes :

### **A.1.1 Collecte et traitement des données sur les bonnes pratiques des OSC de la région**

Le Programme d'Appui à la Société Civile (PASC) est une opportunité offerte aux OSC locales de pouvoir davantage s'affirmer et jouer pleinement leur rôle de veille citoyen et d'interpellation par rapport à la bonne gouvernance. Dans cette perspective, outre l'Organisation Relais du Programme qui bénéficie de subvention aux fins de contribuer à la mise en œuvre du programme dans la région de l'Adamaoua, six autres OSC ont bénéficié de subvention pour implémenter des initiatives de gouvernance promues par elles-mêmes. Par ailleurs, de nombreuses autres organisations interviennent sur de domaines divers contribuant au développement local. De

ces interventions on aboutit parfois à des résultats intéressants qui induisent de changements positifs au sein des communautés. Malheureusement toutes ces initiatives et bonnes pratiques promues au sein des organisations sont à peine documentées et diffusées. D'où la nécessité pour APROSPEN dans le cadre de l'exécution du nouveau contrat de DP2 de faciliter la documentation et le partage de bonnes pratiques non seulement pour mieux comprendre le savoir-faire des OSC locales mais aussi et surtout pour permettre à celles des OSC non outillées de s'en inspirer en vue d'une réplique éventuelle sur d'autres axes de développement. Cela a permis donc d'avoir plusieurs bonnes pratiques financées par le PASC et promues par les OSC et non financées par le PASC promues toujours par celles-ci.

Au terme de cette collecte et traitement des données sur les bonnes pratiques sur les OSC de l'Adamaoua, les résultats suivants ont été obtenus :

- Six bonnes pratiques financées par le PASC sont promues par les OSC, à savoir :
  - L'amélioration des performances de la Société Civile dans divers domaines,
  - L'amélioration de l'accès à l'eau potable dans l'Adamaoua
  - L'amélioration de la transparence dans la gestion des recettes fauniques et forestières
  - L'amélioration de la disponibilité en poissons frais et en bonne qualité
  - La promotion de l'agroforesterie dans le Djerem
- Les autres actions promues par l'OR non financées par le PASC
  - Appui les éleveurs en vue de la prise en compte de leurs préoccupations dans le processus d'élaboration du Code Pastoral Camerounais,
  - Appui la gouvernance dans les transactions pour un partage équitable de la valeur ajoutée issue de la vente du bétail,
  - L'amélioration des OSC à leurs contributions dans l'appui à la santé communautaire
  - Elaboration de la Note d'idée de projet REDD+
- Les autres actions promues par les OSC
  - Lutte contre la malnutrition n milieu communautaire,
  - L'amélioration des conditions de vie des détenues de la prison centrale de Ngaoundéré
  - La scolarisation de la jeune fille de l'Adamaoua
  - Renforcement de capacités de jeunes en gestion et vie associative,
  - Forum régional de partenariat Public-Privé-Société Civile de l'Adamaoua
  - Premier Forum du secteur forêt et environnement de l'Adamaoua
  - Appui à la Mobilisation des Communautés Riveraines et des OSC pour une Redevabilité Sociale dans l'Exécution du Contrat de Réhabilitation de la route Ngaoundéré-Garoua, mis en œuvre par l'ONG (P. 3)
  - 
  - Formation des groupements de femmes productrices de Tibabti dans la création des surfaces d'agroforesterie (P. 13)
  - 
  - Amélioration de la prise en charge des PVVIH dans les communautés de l'Adamaoua (P. 12)

#### **A.1.2 Diffusion de bonnes pratiques par la publication d'un bulletin de capitalisation**

La diffusion et le partage est des informations collectées sur les bonnes pratiques constitue une étape essentielle dans le processus de capitalisation. Dans sa stratégie de communication, l'OR a inscrit dans son plan d'action la confection d'un bulletin de capitalisation devant servir d'outils appropriés de diffusion. Après la phase de collecte s'en est suivie la phase de montage. Une équipe de rédaction composée par les acteurs de mise en œuvre du PASC s'est mise à pieds d'œuvre pour préparer la mouture à soumettre à l'imprimerie.

Au terme de l'activité deux bulletins de capitalisation de 500 exemplaires chacun ont été produits en papier glacé couleur format A4 et partagés aux OSC de la région et d'ailleurs et à tous les acteurs étatiques de la région.

### **A.1.3 Organisation d'un atelier d'échanges et de capitalisation sur les bonnes pratiques locales**

Outre le bulletin de capitalisation ayant permis la diffusion des informations sur les bonnes pratiques, l'OR-PASC Adamaoua a jugé utile de susciter non seulement une bonne appropriation de bonnes pratiques par les OSC les moins outillées mais aussi et surtout une meilleure compréhension du savoir-faire des uns aux fins de faciliter la réplique par les autres. Cet exercice assez délicat ne saurait garantir les bons résultats qu'à travers des échanges fructueux entre les porteurs de bonnes pratiques et les potentiels candidats à la réplique. C'est dans cette optique que l'OR/PASC a organisé un atelier d'échanges et de partage sur les bonnes pratiques promues par les OSC de la région de l'Adamaoua. Cet atelier qui a mobilisé plus de 40 participants a permis aux uns et aux autres de se découvrir et surtout d'avoir une meilleure perception des capacités inouïes à participer au développement communautaire. La démarche adoptée a consisté à solliciter toutes les OSC dont les cas de bonnes pratiques ont été publiés à présenter sommairement les résultats de leurs activités et surtout les contraintes et difficultés contournées pour y arriver.

Ces échanges ont connu la mobilisation de 50 leaders associatifs,

Les différentes OSC ont assimilé l'importance de ces pratiques et se sont engagées à faire mieux pour le développement de leurs localités.

### **A.1.4 Organisation d'un atelier d'élaboration et mise en œuvre des outils et stratégies de communication au sein de la plateforme des OSC**

L'une des préoccupations soulevées par les organisations membres de la plateforme pour faciliter son évolution positive était essentiellement la nécessité d'intensifier les échanges et le partage tant au sein de la famille d'acteurs que vis-à-vis des partenaires au développement. Au regard de ces enjeux, il s'est avéré important de doter cette nouvelle structure d'une stratégie et des outils de communication appropriés. Fort heureusement, la subvention de suivi dont l'OR est bénéficiaire s'est avérée être une réelle opportunité pour conduire ce processus jusqu'à son terme. C'est ainsi qu'APROSPEN, OR-PASC pour la région de l'Adamaoua, a inscrit sur sa feuille de route pendant le DP2, un appui communicationnel en faveur de la plateforme de manière à doter cette instance d'un plateau de partage aux fins de faciliter la participation efficace et efficiente de la société civile à la construction de la citoyenneté et au développement local.

Ainsi, un atelier d'élaboration et de mise en œuvre des outils et stratégies de communication interne et externe a été organisé en faveur de la plateforme. Huit modules ont été présentés à savoir :

- La définition des concepts clés ;
- La stratégie de communication et de marketing des organisations faitières ;
- La stratégie et communication pour le développement ;
- Le processus d'élaboration et de planification d'une stratégie de Communication et de Marketing des organisations faitières ;
- La mise en œuvre de la stratégie de communication et de marketing des organisations faitières ;
- La budgétisation de la stratégie de communication et de marketing ;
- L'élaboration des outils de communication ;
- Le monitoring et l'évaluation de la stratégie de communication.

Au total 60 représentants des OSC ont participé à l'atelier d'élaboration et mise en œuvre des outils et stratégies de communication au sein de la plateforme des OSC,

- L'esprit d'échanges et de partage a été consolidé entre les OSC,
- La plateforme dispose des outils et de stratégies de communication propres à elle,
- Les différentes OSC s'engagent à adapter ces outils au niveau de leur organisation.

#### **A.1.5 Réalisation d'un film documentaire sur les actions subventionnées par le PASC dans l'Adamaoua**

Dans le cadre des actions de capitalisation des réalisations du PASC dans la région de l'Adamaoua, l'OR a réalisé un film documentaire qui retrace le trajet parcouru pendant le DP1 et 2. C'est une approche de partage utilisant un outil audiovisuel, il permet de relever les enjeux du programme, les objectifs poursuivis par le programme tout en abordant les types de subvention dont la région a été bénéficiaire.

**Résultat 2 :** le niveau de participation des OSC locales dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions de développement est amélioré et perceptible.

**Indicateur 1 :** La Plateforme est opérationnelle et elle mobilise en son sein au moins 70% d'OSC engagés à évoluer ensemble dans l'esprit de complémentarité et synergies d'actions, au lieu de 90% envisagé

**Indicateur 2 :** 50 OSC sont formées dans le suivi indépendant des projets,

#### **A.2.1 : Elaboration des textes de base et outils de management en faveur de la plateforme**

Dans la région de l'Adamaoua, avec la mise en place de la plateforme régionale des OSC, le travail en synergie entre les acteurs de la société civile est devenu une réalité. Cette plateforme qui, dans sa phase embryonnaire a su mobiliser plusieurs OSC autour de nombreuses thématiques, a pris effectivement forme sous la dénomination « Plateforme des OSC pour le développement durable de l'Adamaoua (PODED-AD) ». En dépit de la fonctionnalité de ce cadre de concertation encore à l'état officieux, on ne saurait réellement l'utiliser avec légitimité comme plateau d'échanges et de partage que si les bases juridiques de fonctionnement sont clairement définies et le dispositif de gouvernance interne est mis en place. C'est dans ce cadre qu'APROSPEN s'est engagée faciliter l'élaboration des textes de base et des outils de management interne de la Plateforme. Pour y arriver, outre les multiples rencontres ayant permis la mise en cohérence des idées des organisations membres, l'OR a facilité la mise à contribution d'une taskforce interne mandatée pour proposer un projet de statuts et les outils de managements qui cadrent avec les attentes des membres. Le travail de la taskforce a été soumis aux membres pour appréciation, amendement et consolidation.

Au terme de cette activité conduite en deux phases, la plateforme s'en est sortie dotée de statuts régissant son organisation et son fonctionnement ainsi que outils de management interne.

#### **A.2.2 : Formation et accompagnement des OSC de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> niveaux sur le suivi indépendant et citoyen des investissements publics**

Dans le cadre de leur engagement de plus en plus effectif dans le suivi de politiques publiques, les OSC de la région de l'Adamaoua se sont impliquées depuis plus de cinq ans dans le suivi des investissements publics. En effet, l'Etat du Cameroun s'investit chaque année dans le développement local à travers de nombreux projets d'investissements publics soit sur financement BIP ou par l'intermède des partenaires au développement. La mise en œuvre de ces projets passe par le processus d'amélioration passation des marchés aux prestataires privés sur la base des procédures de sélection très souvent compromises au respect de cahiers de charge. Outre les maîtres d'ouvrage engagés au 1<sup>er</sup> rang dans ces processus, la maîtrise d'œuvre est assurée soit par les sectoriels, soit par les Consultants indépendants contractualisés à cet effet. Malheureusement, au regard des plaintes incessantes des communautés à la base, les résultats escomptés sont très souvent compromis soit parce que le niveau de réalisations ne respecte pas le cahier de charges, soit parce que les procédures de passations de marchés sont écorchées ou même parce que le prestataire

est totalement défaillant. Ces insuffisances affectent la durabilité de l'ouvrage et compromettent le bien-être des populations bénéficiaires. Ces préoccupations perdurent d'année en année en dépit de nombreuses interpellations en faveur de la bonne gouvernance. Face à cette situation, la Société Civile dans ses missions régaliennes d'appui et accompagnement des communautés a souvent décrié ces malfaçons sans pour autant avoir gain de cause. C'est ce qui justifie la mobilisation de nombreuses dans le suivi indépendant et citoyen de l'implémentation de divers projets de développement. Il ressort de ces premières expériences la volonté de crédibilisation des données issues de ce suivi en vue de leur capitalisation effective. Toutefois, au regard de la diversité d'acteurs intervenant dans ce suivi et surtout de la diversité de projets et zone d'intervention, il s'est avéré important, voire indispensable d'adopter une démarche harmonisée qui cadre avec les bonnes pratiques en la matière. Cela ne saurait se faire sans développer les capacités des acteurs intervenant dans le processus. Consciente de cette situation, l'OR-PASC pour l'Adamaoua s'est penchée sur cet aspect de gouvernance qui interpelle au quotidien l'engagement citoyen des OSC. C'est dans ce cadre qu'APROSPEN a organisé un atelier de formation des OSC de l'Adamaoua dans le suivi indépendant et citoyen des investissements publics.

- 60 OSC de la région ont bénéficié d'une formation sur les outils et les approches de suivi indépendant et citoyen des investissements publics,
- 90% d'OSC ayant participé à la formation comprennent mieux l'intérêt du suivi indépendant ;
- 80% d'OSC capacités sont outillées et maîtrisent mieux les techniques de suivi des investissements publics;

**Résultat 3 :** les capacités organisationnelles, techniques et institutionnelles des OSC dans le domaine de la Gouvernance et du développement sont évaluées et renforcées,

*Indicateur 1 :* Au moins 20 OSC de 2<sup>e</sup> niveau maîtrisent l'écriture de projets

*Indicateur 2 :* au moins 30 OSC de 1<sup>er</sup> niveau sont capables d'élaborer un plan d'action, un budget et un rapport d'activités,

*Indicateur 3 :* 100% d'initiatives de gouvernance promues et implémentées par les OSC locales ont abouti à de bons résultats,

### **A.3.1 : Evaluation du niveau de changement, recadrage et coaching des OSC de 1<sup>er</sup> niveau bénéficiaires des formations du DP1**

Contrairement à plusieurs autres régions du Cameroun, les organisations de la société Civile dans l'Adamaoua se composent majoritairement des OSC de 1<sup>er</sup> niveau, réparties entre les GIC et les associations à base communautaire. Pendant le DP1, des activités de renforcement de capacités ont été réalisées en faveur de ces OSC sur le plan organisationnel (aspects liés à la vie associative, au leadership, à l'organisation interne et à la gestion associative) et technique (aspects liés à l'identification des problèmes, la formation et clarification de idées de projets, les bases fondamentales de l'écriture du projet, l'élaboration du budget et plan d'action et enfin les approches de recherche des partenaires techniques et financier propre à leurs activités). Pendant ce DP2 essentiellement orienté vers le suivi et capitalisation des acquis du DP1, il s'est avéré important d'évaluer le niveau de changement induit par ces activités de renforcement de capacités. Pour cela, il a été planifié des séances de suivi et évaluation de ces OSC dans les 5 départements de la région. Cette approche permet de réveiller certaines OSC qui n'ont pas mis en pratique les formations acquises, de recadrer celles qui traînent encore avec les insuffisances et surtout de pouvoir apprécier les effets induits de ces formations au sein de la famille d'acteurs.

Au préalable un consultant a été sélectionné pour conduire ce suivi dans les cinq localités suivantes : N'Gaoundéré, Meiganga, Tignère, Tibati et Banyo. Outre la confection de supports pédagogiques, sa mission consistait à évaluer les OSC de chaque département pendant deux jours et assurer le rapportage à la fin des séances. Les aspects administratifs et organisationnels sont assurés

par l'organisation relais. C'est dans ce contexte qu'un cadre d'APROSPEN a été déployé pour assurer la supervision aux côtés du Consultant sur chacun des cinq sites de suivi et évaluation. La démarche d'évaluation a été participative par OSC et groupe d'OSC. Au préalable, dans chaque département 06 OSC ont été choisies au hasard parmi les bénéficiaires de formation pour être évaluées. Outre la phase d'échanges avec ces OSC, chaque séance d'évaluation s'est attardée sur les aspects à capitaliser et/ou à recadrer assortis des recommandations.

Au terme de cette mission d'évaluation, les résultats suivants ont été obtenus, à savoir :

- 30 OSC de niveau 1 bénéficiaires de formation du DP1 ont été évaluées,
- 75% des OSC évaluées adoptent la gouvernance interne ;
- 12 OSC sur 30 (40%) sont capables d'élaborer leurs rapports d'activités ;
- 08 OSC sur 30 (27%) sont capables d'élaborer un budget et un plan d'action en dépit des formations conduites dans ce sens pendant le DP1
- 95% des insuffisances sont recadrés.

### **A.3.2 : Evaluation du niveau de changement, recadrage et coaching des OSC de 2<sup>e</sup> niveau bénéficiaires des formations du DP1**

Pendant la mise en œuvre du PASC lors du DP1, APROSPEN en sa qualité d'Organisation Relais (OR) dans la région de l'Adamaoua a contribué au renforcement de capacités des OSC de 2<sup>e</sup> niveau dans diverses thématiques à la suite des sollicitations exprimées par ces dernières. C'est ainsi que des ateliers de formation sur l'écriture de projet avaient occupé une place capitale dans le processus. Outre la compréhension des lignes directrices pour les projets ciblant des bailleurs de fonds précis, il a été globalement question de comprendre le cycle du projet, maîtriser la formulation des idées de projets, des objectifs et des activités y afférentes, comprendre l'approche d'élaboration du cadre logique, du budget et l'agencement des idées de manière à ressortir toute la pertinence de l'action envisagée. La préoccupation majeure soulevée à l'issue de ces formations était celle de savoir si la majorité d'OSC ont pu améliorer leurs capacités de maîtrise de l'écriture de projet. C'est dans ce cadre que l'OR /PASC a jugé nécessaire d'organiser les séances d'évaluation non seulement pour apprécier le niveau de changement observé au sein des OSC en maîtrise d'écriture de projets, mais aussi et surtout recadrer d'éventuelles insuffisances de manière à garantir le résultat escompté pendant ce DP2.

Ainsi à la suite de l'élaboration des termes de références relatifs à cette mission, un consultant a été sélectionné et mis à contribution sur la base d'un contrat de prestation signé entre les parties prenantes. A l'issue des phases préparatoires, 20 OSC de 2<sup>e</sup> niveau préalablement identifiées et contactées ont été évaluées par l'OR-PASC/Adamaoua pendant la période du 07 au 14 mars 2015 dans leurs différents locaux, à N'Gaoundéré. Outre les échanges et la présentation des projets élaborés ou en cours, l'essentiel de la mission a plus consisté à l'appréciation des insuffisances et le recadrage des différentes failles observées.

Au terme de cette évaluation qui a duré six jours, les résultats suivants ont été obtenus, à savoir :

- 20 OSC ont été évaluées sur l'écriture de projets,
- 70% d'entre elles assimilent mieux la formulation d'un projet et l'écriture de la note conceptuelle,
- 60% des OSC assimilent mieux l'élaboration du cadre logique,
- 85% des OSC comprennent mieux l'importance du travail en équipe,
- 95% des insuffisances sont recadrées.

### **A.3.3 : Accompagnement, suivi et évaluation des OSC bénéficiaires de l'AP1 et l'AP2 dans la mise en œuvre des activités**

A l'issue des appels à projets 1 et 2 du programme PASC, six actions de gouvernance promues par les OSC de la région de l'Adamaoua ont été jugées éligibles et recevables par le

comité de sélection. Des contrats de subventions ont donc été signés avec deux OSC à l'issue de l'AP1 et 04 OSC à l'issue de l'AP2. La mise en œuvre de ces actions a commencé pendant le DP1 et se poursuit pendant le DP2. Pendant ce DP2, APROSPEN a donc jugé utile de suivre et accompagner les différents bénéficiaires. Il a donc été particulièrement question non seulement de suivre et évaluer le niveau d'avancement de la mise en œuvre de chaque action mais aussi et surtout d'accompagner les bénéficiaires à recadrer les éventuelles incohérences/insuffisances de manière à garantir l'atteinte des résultats escomptés. Les différentes OSC bénéficiaires sont les suivantes :

1. Réseau des Femmes Entrepreneurs de l'Adamaoua (RFE), porteur du Projet d'amélioration de la gouvernance dans l'exécution des projets hydrauliques dans l'Adamaoua
2. Réseau des Organisations de la Société Civile pour la Protection et la Promotion de l'Agroforesterie de l'Adamaoua (REOSPEPA), porteur du projet d'amélioration de la gestion des recettes issues des ressources forestières et fauniques dans l'Adamaoua
3. APRODAPHIM, porteur du Projet de renforcement des OSC féminines au suivi des instruments juridiques ratifiés par le Cameroun en faveur des femmes dans la région de l'Adamaoua
4. Collectif des Organisations de la Société Civile (COSCA) porteur du Projet de renforcement de l'engagement des OSC dans le suivi de l'exécution des ressources PPTE dans la région de l'Adamaoua
5. DSF porteur du Projet d'Appui à la Mobilisation des Communautés Riveraines et des OSC pour une Redevabilité Sociale dans l'exécution du contrat de réhabilitation de la route Ngaoundéré-Garoua
6. Association des Jeunes Volontaires de Ngaoundéré (AJVN) porteur d'une action d'appui à la transparence dans la mise en œuvre du programme sectoriel forêt environnement (PSFE).

Pour chaque bénéficiaire, l'approche de suivi et accompagnement a consisté mobiliser le demandeur, le codemandeur/partenaire et le personnel de mise en œuvre autour de table pour une séance d'échanges sur l'approche de travail, les activités réalisées, les résultats en rapport avec les indicateurs et le suivi budgétaire. Outre les aspects liés à la mise en œuvre de chacune des actions, des préoccupations de leadership quasi similaires ont été constatées entre demandeur et codemandeurs. Si dans certaines circonstances les demandeurs réclament l'entière paternité du financement, dans d'autres circonstances les codemandeurs estiment jouer un rôle marginal dans la mise en œuvre et participent de façon subsidiaire dans le processus. En plus des aspects essentiellement techniques liés à l'implémentation effective des activités planifiées, la mission de suivi s'est donc beaucoup attelée à appuyer l'aspect organisationnel et le volet gouvernance interne des demandeurs et codemandeurs et/ou partenaires.

Au total trois séances de suivi ont été animées par OSC bénéficiaires de l'AP1 et 2. A chaque séance, les OSC suivies ont reçu au préalable des TdRs explicitant les détails de la mission et les outils à apprêter notamment le cadre logique et le plan opérationnel de mise en œuvre. Des échanges ont permis de consolider les démarches jugées cohérentes, de recadrer les insuffisances et surtout de gérer les conflits récurrents observés entre les parties prenantes à chaque action.

- Trois séances de suivi et accompagnement ont été conduites auprès de chaque OSC bénéficiaire de subvention du PASC dans le cadre des AP 1 et 2,

- 08 OSC bénéficiaires des AP et de subvention FAIR et leurs différents partenaires ont été accompagnés et capacités,

- 04 conflits récurrents pouvant compromettre l'atteinte des résultats ont été gérés, il s'agit notamment des problèmes entre AJVN et son codemandeur, entre RFE et ses partenaires, entre REOSCPEPA et ses codemandeurs et enfin entre DSF et le personnel affecté à l'action.

**Résultat 4 :** Le partenariat public-privé dans la région est renforcé et promu.

Indicateur 1 : Au moins 3 pistes de partenariats public-privé-société civile dans la région ont été identifiées,

Indicateur 2 : Au moins un cadre de concertation public-privé est promu dans la région chaque année,

#### **A4 : Forum d'échanges et de développement de partenariat public-privé-OSC**

Au Cameroun, avec l'avancée de l'opérationnalisation du processus de décentralisation et l'implication de plus en plus effective des acteurs non étatiques dans les différents axes de la vie civile, le caractère multi-acteurs du développement est davantage perçu comme une réalité. L'Etat, dans sa démarche vers le développement axé sur les communautés a fait des Collectivités territoriales Décentralisées le socle essentiel de développement de localités. Certaines compétences du pouvoir central ont été transférées aux communes qui jouissent par ailleurs de l'autonomie financière et du cadre institutionnel favorable à la mise à contribution différents types de partenariats techniques et financiers pour appuyer l'atteinte de leurs objectifs. Cette situation fait de la décentralisation une véritable opportunité pour le développement local. La mise à contribution du secteur privé et de la société civile dans les différents axes de développement local aurait pu être une alternative aussi bien dans le financement de certains projets à caractères sociaux que dans l'accompagnement technique des communes vers l'atteinte de leurs objectifs. Ces dernières années, les organisations de la société civile ont montré leurs capacités à appuyer et accompagner les communes, tant dans l'élaboration de leur Plans communaux de développement que dans l'élaboration et la mise en œuvre de microprojets locaux. Ces genres de partenariats mis en œuvre sous l'impulsion du PNDP se sont limités aux simples prestations de services dont la durabilité ne va point au-delà des termes de contrats. Le secteur privé qui produit de richesses et génère de ressources locales, développe également de partenariat avec les communes qui se limitent essentiellement à l'exécution des marchés communaux. Pourtant, ce secteur regorge de potentialités pouvant être mises à contribution pour implémenter certains projets communaux dans une logique de partenariat public-privé durable.

C'est donc face à cette situation de dispersion d'énergie pourtant engagée pour la même cause qu'APROSPEN, OR- PASC/Adamaoua, dans le cadre de la mise en œuvre de son nouveau contrat de subvention de suivi, s'est engagée à organiser un forum d'échanges et de développement de partenariat entre collectivités territoriales décentralisées, secteur privé et société civile de la région de l'Adamaoua. Le forum a eu lieu à Ngaoundéré du 10 au 12 juin 2015 et a connu une forte mobilisation de participants et d'intervenants sur des thèmes divers tant du côté de l'Etat que du côté des communes, du secteur privé et de la société civile. Les discussions issues de cet espace d'échanges ont abouti à une déclaration assortie de nombreuses recommandations. Au terme de ce forum :

1. Les participants ont été édifiés sur divers thèmes à savoir :
  - ❖ La décentralisation dans l'Adamaoua : Etats des lieux- enjeux et perspectives (Région)
  - ❖ Plan d'urgence : quel contenu et où en est-on dans l'Adamaoua ? (Région, MINEPAT,)
  - ❖ Plan d'urgence : Quel niveau de préparation pour l'Adamaoua ? (Parlementaire)
  - ❖ Coopération décentralisée : quels acteurs pour quels résultats ? et comment s'organiser pour y arriver (DSF, CVUC,)
  - ❖ Emergence de l'Adamaoua : Etats des lieux, atouts, contraintes, trajectoire à court, moyen et long termes (FASEG)
2. les types de partenariat ayant existé entre CTD-société civile- secteur privé sont mieux connus et ressortent clairement les points d'attention
  - ❖ Partenariat OSC-Privé (Voir CAMRAIL/ Syndicat des commerçants à bétail)
  - ❖ Partenariat CTD-OSC : Programme Réhabilitation des quartiers défavorisés de la commune de N'Gaoundéré 2<sup>e</sup>,

❖ Partenariat CTD-OSC : Programme d'Appui à l'Amélioration de la Gestion des ressources Minières dans certaines communes de l'Adamaoua.

3. Chaque catégorie d'acteurs dispose d'une meilleure connaissance des compétences et opportunités pouvant être explorées chez les autres,

4. Les différentes catégories d'acteurs se sont engagées à explorer les pistes de partenariats à développer entre eux.

5. Le délégué régional de MINEPAT s'est engagé solennellement à faciliter l'organisation annuelle de ce forum de partenariat public-privé- société civile dans la région de l'Adamaoua.

**1.1.** *Indiquez si l'action va se poursuivre après la fin de l'aide de l'Union européenne. Y a-t-il un suivi des activités envisagé? Qu'est-ce qui va assurer la durabilité de l'action?*

Le dispositif « relais » mis en place dans le cadre du PASC a le mérite de garantir la durabilité de l'action après le financement, ce en s'appuyant sur l'organisation relais qui a eu le temps de se positionner au niveau régional comme organisation leader. Du côté des acteurs étatiques, les responsables ont adopté notre organisation comme passerelle pour toucher la société civile et cela ne saurait s'arrêter après le PASC. Les OSC également font du siège de notre organisation « une maison de la société civile » à travers laquelle toutes les informations utiles sont systématiquement affichées et diffusées. Cette position a été consolidée par le dispositif de mutualisation de services mis en place par le PASC et à travers lequel les OSC se mobilisent spontanément pour utiliser les équipements informatiques. Toutes les rencontres sont capitalisées dans le sens de la continuité de l'action. La Plateforme d'échanges et de partage mis en place reste assez édifiante pour garantir cette durabilité même sans l'OR.

L'action est intervenue pour mieux organiser et capitaliser les initiatives des OSCs, organiser les interventions de terrain et faciliter la mise en synergie des acteurs. La communication avec le MINSANTE s'est vue accrue à travers la mise en place d'une plateforme de dialogue entre acteurs intervenant dans la thématique santé. L'OR en cette circonstance a eu le privilège d'être désigné « organisation d'interface » entre le MINSANTE et la société civile pour la région de l'Adamaoua et cela s'est illustré par un contrat passé entre les deux entités. De nombreuses autres préoccupations transversales ont été abordées à travers les initiatives de gouvernance promues par les OSCs locales. Il s'agit notamment des problèmes d'accès à l'eau potable, à l'égalité des sexes, les aspects environnementaux, les défenses des intérêts des couches vulnérables, la gouvernance dans la gestion des redevances forestières et minières, etc.

**2.5** Comment et par qui les activités ont-elles été suivies/évaluées? Veuillez résumer les résultats du retour d'information reçu, y compris des bénéficiaires et autres.

Outre le suivi réalisé par l'équipe du PASC, il existe un niveau interne, le suivi de la mise en œuvre par le personnel affecté à l'action. Ce suivi était opéré à deux niveaux. Au 1<sup>er</sup> niveau il s'agit d'une autoévaluation organisée en interne chaque début de semaine par l'équipe de mise en œuvre et ce pour évaluer le niveau réalisation des activités planifiées et recadre d'éventuelles insuffisances. Le 2<sup>e</sup> niveau concerne le suivi des bénéficiaires et cette opération se faisait à travers des échanges directs avec les acteurs concernés en s'appuyant sur le cadre logique et le plan d'action issus de leurs propositions. Les feedback jusqu'ici reçus concernent l'utilisation des outils selon les procédures de l'Union Européenne et surtout le niveau d'implémentation assez satisfaisant de l'ensemble des projets financés dans l'Adamaoua.

Du côté des bénéficiaires, l'Adamaoua s'est réjouie d'avoir bénéficié de quatre projets FAIR suffisamment appréciés en mieux communautaires au regard des résultats palpables auxquels

ces actions ont abouti. La déception a été très grande pour ces communautés dont les attentes étaient plus grandes que le nombre de projets financés.

### **Leçons apprises**

De cette action notre organisation a compris le caractère précaire voire vulnérable de beaucoup de nos OSCs. Elles sont généralement attentistes et désorientées. La faible circulation de l'information au sein de la société civile constitue un handicap réel. Par ailleurs, certaines OSCs se distinguent du lot et se déploient sur le terrain à travers de nombreuses activités d'importance avérée. Cependant, le niveau de capitalisation reste encore faible et beaucoup de rapports pourtant intéressants ne font pas l'objet de partage. Fort heureusement, avec la mutualisation de services mise en place par le PASC, certains de ces préoccupations sont solutionnées. Les OSC de base disposent désormais une alternative pour accéder aux équipements de base notamment les ordinateurs, le service internet et les imprimantes. En outre, la mise en place d'un bulletin trimestriel de capitalisation au sein de notre organisation a été bien saluée par les OSC locale et cela devra contribuer même au-delà du PASC à faciliter la diffusion de bonnes pratiques au sein de la famille d'acteurs.

### **Publications**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, plusieurs articles de presse ont été produits dans les journaux tels que le « Messenger ».

Par ailleurs, notre organisation a produit et diffusé deux bulletins trimestriels de capitalisation sur les bonnes pratiques. L'approche de diffusion a consisté non seulement à partager les documents aux OSC de la région et d'ailleurs, aux acteurs étatiques et autres partenaires au développement amis aussi à travers l'organisation des séances d'échanges et de partage.

### **Procédures financières**

Toutes les opérations engagées dans le cadre de la mise en œuvre de l'action couvrent de petits montants de moins de 60 000 EUR. Elles ont été conduites dans le strict respect des procédures en la matière.

### **Partenariats**

Bien qu'il existe une instance de collégialité composée de 5 OSCs locales, il est important de noter qu'APROSPEN dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, ne dispose pas de partenaires formels. L'instance de collégialité a très bien fonctionné et s'est appesanti et à apprécier de façon objective des termes de références liés à chaque activité planifiée. Les relations entretenues entre ces OSC ont été fructueuse et productives.

Notre collégialité s'est engagée à continuer à animer durablement les aspects de concertation au sein de la société civile. Cette instance s'est vu doter de compétences au sein de la Plateforme pour continuer à faciliter les échanges constructifs et positifs

### **Développement de partenariat public-privé**

Les relations avec les autorités étatiques sont plutôt intéressantes. L'OR est devenue une structure consultative à travers laquelle la région et le MINEPAT véhiculent les informations utiles auprès de la société civile et collecte les informations utiles issues des organisations de base. Ces relations vont croissant et se consolident à travers la désignation d'APROSPEN comme membre et Vice-Président du comité régional du suivi de la mise en œuvre du DSCE dans l'Adamaoua. En outre, APROSPEN vient de contractualiser avec le MINSANTE en qualité d'organisation d'interface entre OSCs locale et la délégation régionale de la santé Publique.

### **Partenariat avec d'autres organisations locales**

Les relations avec les Associées sont très bonnes. La FERELAD (Fédération Régionale des Eleveurs) a capitalisé les actions de renforcement de capacités organisées par l'OR-PASC

Adamaoua à l'endroit des OSCs de base composées majoritairement de ses membres. Elle participe à toutes les concertations et facilite par ailleurs le contact avec la base.

Il est important de noter que cinq organisations se déploient aux côtés de l'OR-PASC en qualité de la collégialité. Celles-ci participent à la planification et la mise en œuvre de toutes les activités inscrites dans le cadre du présent contrat.

Les bénéficiaires finaux entretiennent des rapports directs et cordiaux avec l'équipe de l'OR Adamaoua. Les échanges se font de façon continue et à travers toutes les voies possibles. Ces bénéficiaires nous consultent systématiquement chaque fois un problème communautaire se pose à eux. Nous nous attelons à les orienter stratégiquement, les accompagner si nécessaires et/ou les coacher à agir directement pour la recherche de solutions appropriées.

Il en est de même pour les groupes cibles avec lesquelles l'OR entretient de nombreuses concertations sur tous les axes de développement.

En sa qualité d'OR-PASC Adamaoua, APROSPEN s'est positionné en tant que organisation leader autour de laquelle gravitent de nombreuses opportunités offertes aux OSCs locales. La mise en synergie des acteurs locaux autour des appels à projets lancés par l'UE et l'ambassade de France en est une illustration.

Spécifiquement dans le domaine de la santé communautaire, APROSPEN est organisation d'interface MINSANTE-Société civile. A ce titre elle mobilise les OSC œuvrant dans cette thématique et crée une émulation autour des actions synergiques et concertées.

### **coopération avec les services de l'administration contractante**

L'OR entretient des bons liens de coopération avec l'Unité de gestion du PASC. La circulation de l'information est assez bonne et l'esprit de partage qui prévaut facilite les échanges sur le niveau de mise en œuvre du programme. Le suivi de la mise en œuvre assuré par l'UGP permet de limiter les dérapages et de recadrer les insuffisances au regard des feedback reçus. Les outils de gestion mis à notre disposition par l'autorité contractante sont capitalisés au-delà du programme pour asseoir un système de gestion durable au sein notre organisation.

### **Visibilité**

La visibilité de la contribution de l'UE est assurée par l'action et ce à travers plusieurs activités. On pourrait citer notamment la plaque indicatrice de l'OR qui attire de plus en plus les curieux, les banderoles à l'occasion de chaque activité d'envergure, les communiqués radios, les couvertures médiatiques, les interventions dans les radios locales et le site web d'APROSPEN. Mieux encore, avec les équipements de mutualisation de services utilisés par plusieurs OSC les logos du PASC et de l'union européenne y sont bien greffés.

## **AXE 2 : SANTE COMMUNAUTAIRE**

En sa qualité de d'organisation d'interface entre le MINSANTE et les OSC de la région de l'Adamaoua, APROSPEN a facilité l'implication des OSC dans la mise en place de politique de santé au Cameroun. Plusieurs activités ont été planifiées et mises en œuvre dans ce sens.

### **1. Mobilisation communautaire dans le cadre de la campagne de vaccination**

#### ***Contexte et justification***

Reconnues comme des maladies graves, hautement contagieuses et à conséquences dramatiques, la rougeole et la rubéole continuent à faire des victimes au sein des populations camerounaises et particulièrement chez les enfants. Bien que la rougeole soit inscrite dans le programme de vaccination de routine au Cameroun, le nombre de districts de santé en situation d'épidémies est en augmentation depuis 2013. La rubéole par contre ne fait pas partie du programme de vaccination de routine, alors que le nombre de cas est en constante augmentation

avec un total de 659 cas notifiés entre 2008 et 2014. Face à cette situation assez préoccupante, le Ministère de la santé publique s'est engagé à introduire un vaccin combiné contre la rougeole et la rubéole (RR) dans son programme élargi de vaccination. Avant d'être intégré dans la vaccination de routine, la phase d'introduction est envisagée sous forme de campagne de vaccination ayant pour cibles les enfants âgés de 9 mois à 14 ans. Cette campagne programmée du 24 au 29 novembre 2015 touche l'ensemble des régions du pays. Pour ce qui est spécifiquement de la région de l'Adamaoua, indépendamment des actions de communication menées par la Délégation régionale de la santé publique, il est question d'envisager de stratégies appropriées de mobilisation communautaire en vue d'une réponse massive à cet appel de santé. Il est certes vrai que nombreuses organisation se déploient sur le terrain dans l'optique d'une mobilisation sociale lors des campagnes de vaccination, cependant leurs actions sont très souvent incoordonnées. Face à cette situation, APROSPEN en sa qualité d'association d'interface MINSATE/OSC s'est engagée à organiser une réunion préparation aux fins de recherche d'une synergie d'action sur le terrain. C'est dans ce cadre que s'inscrit cette réunion intitulée préparation des actions de mobilisation communautaire dans le cadre de la campagne contre la rougeole et la rubéole.

## **Objectifs**

### **Objectif global**

➤ L'objectif de cette réunion est de renforcer le niveau de mobilisation communautaire dans le cadre de la campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole.

### **Objectifs spécifiques**

- Améliorer la connaissance des acteurs sur la rougeole et la rubéole ;
- Renforcer la synergie entre les OSC pour une mobilisation efficiente ;

## **Déroulement de la réunion**

Initialement programmé pour 10h, la réunion a effectivement commencé à 10h 15 par le mot de bienvenue du coordonnateur d'APROSPEN suivi du rappel du contexte de cette assise. Il par ailleurs proposé que la réunion soit conduite en deux phases. La 1<sup>ère</sup> phase touche essentiellement la présentation de la rougeole et la rubéole suivie des échanges alors que la 2<sup>e</sup> phase devra tourner autour des échanges sur les stratégies de mobilisation communautaire.

### **Phase 1 : Communication sur la rougeole et la rubéole**

Pour aborder cette phase, la parole a été donnée à M Oumarou Sanda, point focal communication MINSANTE pour délivrer la bonne information sur la rougeole et la rubéole, l'approche d'intervention envisagée dans le cadre de cette campagne et le bien-fondé de cette vaccination et répondre aux préoccupations essentielles d'harmoniser le message clé à délivrer en milieu communautaire. Son intervention devrait permettre aux OSC d'être outillé pour aborder un sujet aussi délicat avec tact et stratégie.

Après cette intervention d'éclairage sur la campagne, la parole a été donnée à Mme Assomo de l'UNICEF qui a abordé les aspects liés symptomatologiques en évoquant les signes cliniques de ces deux maladies et surtout les réactions attendues des OSC en cas d'identification des cas suspects en milieu communautaire.

De ces deux présentations, il ressort une information claire pouvant faire l'objet d'une large diffusion et qui se regroupe autour de ces différents points :

#### **Qu'est-ce que c'est que la rougeole ?**

C'est une maladie hautement contagieuse qui se manifeste par la fièvre suivie d'une apparition de boutons sur le corps avec les écoulements nasaux, la rougeur des yeux et les larmoiements. Le virus de la rougeole se transmet d'une personne à l'autre par le crachat de la toux et des éternuements, les mains ou les objets contaminés par les sécrétions nasales ou de la gorge.

#### **Qu'est que la rubéole ?**

La rubéole est une maladie dangereuse surtout chez la femme enceinte du fait qu'elle peut être à l'origine des avortements involontaires et malformation chez le futur bébé. Elle se manifeste par des éruptions cutanées, des douleurs articulaires et l'inflammation des ganglions. Elle passe souvent inaperçue.

#### **Comment traiter la rougeole et la rubéole ?**

Il n'existe pas de traitement pour ces deux maladies. On peut seulement lutter contre les signes cliniques de la maladie notamment la fièvre, les écoulements nasaux, les conjonctivites. C'est pourquoi il est essentiel de se vacciner contre ces maladies.

#### **Comment Prévenir la rougeole et la rubéole ?**

Le seul moyen efficace de prévenir ces deux maladies c'est la vaccination de tous les enfants, les adolescents et les jeunes adultes non protégés.

Le vaccin combiné est un vaccin nécessaire, efficace, simple, sans danger et c'est gratuit

#### **Que faire en cas d'identification des cas suspects en milieu communautaire ?**

En d'identification de cas suspects, il faut immédiatement les orienter vers les formations sanitaires le plus proches en vue de leur prise en charge.

A l'issue de ces présentations quelques jeux de questions/réponses ont permis aux participants d'avoir d'éclairages sur les zones d'ombres

#### **Phase 2 : Echanges sur les stratégies de mobilisation communautaire :**

Pour aborder cette phase le coordonnateur d'APROSPEN a repris la parole pour rappeler les enjeux et interpellé les OSC à plus de responsabilité et d'approches stratégiques pour mieux atteindre la cible. Dans cette logique de recherche de l'efficacité, la parole a été donnée aux OSC pour formuler des propositions. A l'issue des échanges il a été convenu que chaque OSC devra cibler ses aires géographiques d'intervention et les communiquer au cours de la séance. Cela devra non seulement nous éviter les doubles emplois mais surtout faciliter le repérage des quartiers non ciblés pour pallier aux manquements. De cette concertation est ressortie une planification d'occupation de quartier telle que présentée dans le tableau ci-après.

| Organisations           | Zones d'intervention                                                                                  |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AJVN, RHUN et SEDA      | Gada Mabanga, Djalingo, Sabongari III, Tongo, Joli soir et baladji 1                                  |
| AFDSA                   | -Aoudi, Bantahi, Belaka, Bourkina, Boumdjere, Gambara2, Haoussa, Naamokala, Sabongari America, Yarang |
| SYDEV                   | Norvégien, Gambara 2                                                                                  |
| SEDA                    | Petit séminaire, Marza et Monpon                                                                      |
| Femmes Royales          | Bali, Yarang, Aoudi, Tapparé, Mbibar, Maloumri et Damari                                              |
| ADS2                    | -Djarandi, quartier Moundang et SOCARET 2.                                                            |
| PERLE DE LARA           | Mayo djarandi gazelle, quartier moundang et socaret 2                                                 |
| ADESS                   | Quartier bamoun et Abattoir                                                                           |
| COSA DE BEKA            | -Honaref, Beka                                                                                        |
| CLUB PAIR EDUCATEUR -UN | -Dang, Bini, Malang, Manwi et campus universitaire                                                    |
| RAFVI                   | -Yoko, Namokala, Bourkina, Ancien cite radio bonne nouvelle, norvégien, Marza                         |
| FEMMES CATHOLIQUES      | Gada Mabanga, Baladji 1 et 2                                                                          |
| AJESO                   | Djakbol, Boumdjéré                                                                                    |
| RENAFSOM                | -Mbibar, Mbideng, Nord CIFAN, Polyvalent, Bamyanga,                                                   |

|            |                                       |
|------------|---------------------------------------|
|            | Residentiel, Troua-mala               |
| APRODAPHIM | Joli soir, madagascar, Sabongari gare |
| APROSPEN   | Mbideng, Haut plateau                 |

Pour ce qui est de stratégies de mobilisation il a été proposé de faire de porte à porte tout en ciblant les communautés religieuses, les jeunes, les associations de parents d'élèves, les écoles et les lieux de rassemblement.

### **Résultats**

Au terme de cette rencontre les résultats suivants ont été obtenus :

37 OSC ont été informées et sensibilisées sur la rougeole, la rubéole et le vaccin combiné introduit à cet effet,

17 OSC se sont engagées à communiquer sur l'ensemble des quartiers de la ville,

Une planification stratégique de mobilisation sur les aires géographiques a été élaborée.

## **2. Evaluation des activités de mobilisation**

### **Contexte et justification**

A la suite de la réunion de préparation des actions de mobilisation communautaire en prélude à la campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole, une dynamique citoyenne a été mise en place pour renforcer l'intervention synergique des OSC engagées. A l'issue de ce processus et indépendamment des résultats globaux enregistrés au niveau régional en rapport avec le taux de participation à cette campagne, il s'est avéré nécessaire de procéder à une évaluation des réalisations de chaque OSC engagée dans le processus. Au-delà des possibilités internes de recadrage des insuffisances et de capitalisation de bonnes pratiques, cette évaluation devra surtout accroître la visibilité des OSC opérationnelles tout en offrant de traçabilité sur les contributions de la société civile. En outre, cette évaluation intervenant à la veille de la 2<sup>e</sup> Semaine d'Actions de Santé et de Nutrition Infantile et Maternelle (SASNIM 2), il était d'opportun de saisir cette opportunité pour renforcer la mobilisation communautaire autour de l'action. C'est dans ce cadre qu'APROSPEN en sa qualité d'association d'interface MINSANTE/OSC pour l'Adamaoua a pris l'initiative d'organiser une réunion d'évaluation de la campagne de vaccination contre la rougeole et de préparation de la mobilisation communautaire dans le cadre de la SASNIM 2.

### **Objectifs**

#### **Objectif global**

➤ L'objectif de cette réunion est de renforcer le niveau de mobilisation communautaire dans le cadre des JNV et campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole.

#### **Objectifs spécifiques**

- Evaluer les actions de mobilisation de chaque OSC ;
- Renforcer la synergie entre les OSC ;
- Préparer la mobilisation communautaire dans le cadre du SASNIM 2

### **Déroulement de la réunion**

Démarrée à 10 h précises de la journée de samedi 05 décembre 2015, cette a connu la participation de 21 OSC œuvrant dans la santé.

Après ses propos liminaires et son mot de bienvenue, le coordonnateur d'APROSPEN a rappelé aux différents représentants des organisations de la société civile les engagements qu'ils ont pris à savoir leur implication dans les activités de mobilisation dans le cadre de récente campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole. Il a par ailleurs insisté sur la visibilité en rappelant à chaque OSC de prendre l'habitude de rédiger un rapport pour chaque activité menée. Enfin il rappelle l'objet de la

rencontre à savoir l'évaluation et invite tour à tour chaque organisation à présenter son rapport (ces différents rapports sont présentés en annexe).

Après la présentation des différents rapports et les remarques le coordonnateur a procédé à l'introduction de la deuxième partie de la réunion qui portait sur la préparation de la SASNIM2. Pour ce volet, la parole a été donnée au représentant du MINSANTE M. Konang Nye-Ngo Bruno pour entretenir l'auditoire sur les messages essentiels sur la deuxième semaine d'actions de santé et de nutrition infantile et maternelle (SASNIM2) qui se déroulera du 11 au 13 décembre 2015.

Après cette présentation c'est au tour de la responsable de l'UNICEF Mme ASSOMO Marie de prendre la parole. Elle a d'abord rappelé que les OSC doivent travailler et faire leur preuve avant d'espérer bénéficier d'une quelconque subvention. Il faut à l'issue de chaque activité rédiger un rapport et le bien conserver. Elle a aussi souligné la nécessité de la SASMIN vu la gravité des maladies contre lesquelles on doit vacciner. Elle a pris l'exemple de la poliomyélite en soulignant que la détection d'un seul cas entraîne la vaccination de tout le pays trois fois peu importe le lieu où ce cas a été détecté.



Le responsable de MINSANTE et celle de l'UNICEF et les membres d'APROSPEN  
Les participants suivent attentivement les messages de M. Konang Bruno

### ***Résultats obtenus***

Niveau de mobilisation dans le cadre de la vaccination contre la rougeole et la rubéole  
Chaque OSC engagée

| Organisations | Zones d'intervention                                                                                                 | Résultats obtenus                                                                                                                                                                                                                                                              | Difficultés rencontrées                                                                                                                                                        | Observations/<br>Recommandations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AFDSA         | -Aoudi, -Bantahi, -Belaka<br>-Bourkina, -Boumdjere<br>-Gambara2,-Haoussa<br>-Naamokala, sabongariamerica<br>-Yarbang | <b>2219</b> enfants touchés pour<br><b>880</b> ménages sensibilisés                                                                                                                                                                                                            | Le refus par certains ménages d'accueil des mobilisateurs, la non maîtrise par certains parents de l'âge de leurs enfants, la dissimulation d'informations sur les enfants     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| ADS2          | -Mayo<br>-Djarandi - Moundang<br>-SOCARET 2.                                                                         | 03 mobilisateurs formés et<br>2 paires éducateurs recyclés ;<br>- 25 causeries éducatives réalisées,<br>252 ménages sensibilisés ;<br>- 252 visites à domicile réalisés ;<br>- 347 enfants de 9 mois à 14 ans recensés ;<br>- 488 personnes sensibilisées dont 70% de femmes ; | -la réticence de certains parents vu le nombre respectés des campagnes<br>-Manque de formation suffisante de nos membres sur les thématiques liés aux campagnes de vaccination | -Améliorer l'implication des associations locales dans le cadre de ces activités de campagne en particulier et en générale dans la promotion de la santé public car elles sont plus proches des populations<br>-Renforcer les capacités des associations locales sur les thématiques liées aux campagnes de vaccination et promotion de la santé publique (collecte de données, supervisions...) |
| COSA DE BEKA  | -Onaref<br>-Beka                                                                                                     | -1838 MENAGES visités<br>-9540 personnes sensibilisées<br>-6467 enfants mobilisés                                                                                                                                                                                              | -Manque de moyen de transport<br>-Difficulté de communication d'acteurs recrutés                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| CLPE-UN       | -Dang,-Bini, -Malang<br>-Manwi                                                                                       | 976 MENAGES visités<br>-2564 personnes sensibilisées<br>-867 enfants mobilisés                                                                                                                                                                                                 | La rupture des vaccins                                                                                                                                                         | L'administration a été interpellé pour corriger ces insuffisances assez graves                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| RAFVI         | -Yoko<br>-Namokala<br>-Bourkina                                                                                      | -1791 personnes sensibilisées<br>-825 ménages visités                                                                                                                                                                                                                          | -réticence des parents<br>-absence de certains parents au domicile<br>-le soleil et la poussière accablants                                                                    | -prendre en compte les frais déplacement dans les différents quartiers des membres de RAFV                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

|          |                                                                                                |                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                          |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|          | -Ancien cite radio bonne nouvelle<br>-centre                                                   | -1489 enfants mobilisés               | -manque de fonds pour le rafraichissement<br>-manque d'éléments d'identification<br>-peu de temps d'écoute de la radio par la communauté                                                                                                                                                                                                                                                                                         | lors de cette campagne<br>-doter les membres de RAFV des éléments d'identification lors de cette campagne (chasuble, tricot, casquettes) |
| RENAFSOM | -Mbibar<br>-Mbideng<br>-Nord CIFAN<br>-Polyvalent<br>-Rem-yanga<br>-residentiel<br>-Troua-mala | 1532 enfants pour 496 ménages visités | -rencontre d'un enfant qui souffrait de la varicelle qui a environ 3 ans dont les parents déclarent qu'ils n'ont pas les moyens d'amener leur enfant à l'hôpital<br>-rencontre avec une femme qui avait deux qui n'a jamais fréquenté les hôpitaux depuis la naissance de ses enfants<br>-rencontre de trois enfants dont deux souffraient du paludisme grave avec pour symptôme HYPERTHEMI, vomissement, Anorexie et courbature |                                                                                                                                          |

### *Difficultés rencontrées*

Quelques difficultés ont été rencontrées pendant cette réunion notamment le retard accusé par les participant qui a prolongé le temps de travail ainsi qu'une faible participation des OSC.

### **Recommandations**

Au cours de cette réunion les recommandations suivantes ont été formulées:

- Si deux organisations travaillent dans le même quartier il faut qu'elles se concertent pour savoir comment mener l'activité ;
- Le travail doit être structuré ;
- Il faut définir un plan de travail au préalable ;
- Pour chaque activité définir un canevas ;
- Avoir un message commun ;
- S'approcher des leaders des quartiers qui ont des fortes capacités de mobilisation ;
- Repartir les quartiers en blocs et affecter une organisation à chaque bloc ;
- S'imprégner de la chose avant d'aller sur le terrain ;
- Avoir un signe à inscrire sur les portes de chaque ménage visité pour éviter le chevauchement ;
- Faire ressortir les chiffres dans le rapport ;
- Réorganiser une campagne de vaccination dans les zones où les ruptures de vaccins ont été observées.

### **Conclusion**

En somme, les échanges au cours de cette réunion ont permis d'apprécier le niveau de mobilisation suite à la campagne de vaccination et la préparation de la JVN par l'examen des différents rapports. Les remarques qui ont été faites ont permis de faire des suggestions pour une meilleure mobilisation concertée pour les activités à venir.

## **3. Semaine camerounaise de lutte contre le sida Mobilisation communautaire pour lutter contre la pandémie**

### **Contexte et justification**

En dépit de nombreuses dispositions prises par le Cameroun et ses partenaires institutionnels en matière de lutte contre le VIH/SIDA, cette maladie continue à décimer les populations et constitue de ce fait un véritable problème de santé publique. Bien que les modes de transmission soient connus des populations, l'appropriation des méthodes de prévention reste encore limitée au sein des communautés et particulièrement dans les zones rurales. Selon les statistiques, chaque jour plus de 1000 enfants naissent infectés par le virus du SIDA en dépit des avancées réelles sur le plan de prévention de la transmission mère-enfant. Il a été noté que malgré les disponibilités des produits et services offerts par la PTME, seules 58% des femmes enceintes séropositives dans le monde reçoivent des antviraux pour prévenir la transmission du virus à leurs enfants. Ce taux est bien plus faible dans notre région où les fréquentations des consultations prénatales sont assez basses. Cette situation devient davantage préoccupante face à l'objectif que s'est fixé le monde entier à savoir celui d'élimination de la transmission mère-enfant du virus d'ici fin 2015. Nonobstant les efforts louables déployés par le gouvernement camerounais pour donner un caractère réaliste et à portée de mains à cet objectif, le niveau d'appropriation communautaire reste encore faible. Si les pesanteurs socio-culturelles justifient en partie cette situation, le problème d'accès à l'information constitue également un véritable goulot d'étranglement pouvant expliquer le faible niveau d'appropriation communautaire. Face à cette situation et compte tenu du niveau de vulnérabilité des femmes et des jeunes dans la région de l'Adamaoua, notre région cible, APROSPEN en partenariat avec le

RENAFSOM s'est engagée à renverser la tendance en intensifiant les activités de lutte contre le SIDA, pendant la semaine camerounaise et la journée mondiale de lutte contre le SIDA. C'est dans ce cadre que ces deux organisations ont travaillé d'arrache pieds en menant plusieurs activités de sensibilisations et d'informations dans la ville de N'Gaoundéré.

### **Objectifs**

#### ❖ **Objectif global**

L'objectif global de cette action est de susciter une meilleure appropriation communautaire des méthodes de lutte contre le SIDA.

#### ❖ **Objectifs spécifiques**

- Améliorer la prévention de la transmission mère-enfant dans les communautés ;
- Renforcer la prévention de la transmission du VIH et les IST en milieu universitaire et dans les quartiers chauds la ville.

### **Activités planifiées et réalisées**

Dans le cadre de l'animation constructive des festivités marquant la semaine camerounaise et la journée mondiale de lutte contre le VIH/Sida, plusieurs activités ont été planifiées et réalisées. Le tableau ci-contre ressort le niveau de réalisation des activités.

| Activités planifiées                                                                                                                             | Niveau de réalisations | Observations                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Organisation d'un atelier d'échanges sur la PTME et la CPN                                                                                       | 100%                   | L'atelier a été organisé au CPFF, présidé par Dr Hamadou Gambo Coordonnateur d'APROSPEN et facilité par le représentant du Coordonnateur du GTR.                                                                                             |
| Organisation des causeries éducatives dans les ménages sur la PTME et les CPN                                                                    | 100%                   | 05 groupes de femmes issus de RENAFSOM ont été mis à contribution pour sillonner les ménages ciblées                                                                                                                                         |
| Recherche et identification des perdus de vue pendant les CPN et PTME                                                                            | 50%                    | Seules quelques perdues de vue de la CPN ont été identifiées grâce à la fiche d'enregistrement de l'hôpital régional. L'accès aux des PTME est difficile à cause de caractère confidentiel lié au secret médical des résultats des patients. |
| Organisation des séances de causeries éducatives au sein du Campus de Dang                                                                       | 100%                   | Le dépistage volontaire a été réalisé grâce à l'appui technique du GTR, le Club Pair-Educateurs de l'Université a contribué à la mobilisation et la sensibilisation des étudiants.                                                           |
| - Mobilisation et échanges avec les populations, groupes sociaux et couches vulnérables sur le VIH/SIDA dans les quartiers jolis soir et Baladji | 100%                   | La sensibilisation a été réalisée grâce au concours des femmes de RENAFSOM et certains employés d'APROSPEN. Pendant cette période les préservatifs masculins fournis par le partenaire CAMNAFAW ont été distribués.                          |

### **Méthodologie**

Durant cette semaine chaque activité planifiée a été mise en œuvre selon une méthodologique qui lui est spécifique. En effet l'atelier d'échanges sur la PTME et la CPN a permis de mobiliser les médiatrices communautaires et OSC féminines ayant suscité des échanges afin d'éclairer les points d'ombre sur certains aspects. Cinq groupes de femmes ont été mises en place et déployées sur les

différents quartiers de la ville de Ngaoundéré pour mener les causeries éducatives dans les ménages sur la PTME et la CPN. Avant leur descente sur le terrain, une séance de renforcement des capacités a été organisée à l'endroit de ces mobilisatrices communautaires pour conduire les causeries éducatives dans les règles de l'art. Des fiches de sensibilisation et d'enregistrement sont mises à leur disposition.

Une équipe de deux personnes a été mise sur pieds pour la recherche et l'identification des perdus de vue pendant les CPN. A cet effet nous avons sollicité l'Agent Relais Communautaire de l'hôpital régional pour exploiter le registre de CPN de cette structure hospitalière. Ce registre a permis d'identifier les femmes qui ont déserté la CPN, s'en est donc suivi des sensibilisations dans les ménages dont des appels téléphoniques ont été d'une utilité incommensurable.

Le campus de Dang a également été le théâtre de causeries éducatives avec des étudiants. Grace à l'assistance technique du GTR, une équipe de 08 personnes constituées de 02 personnes au compte d'APROSPEN, 02 personnes au compte de RENAFSOM et 04 autres du Club Pair Educateur de l'Université de Ngaoundéré, nous a permis de mobiliser les étudiants pour le dépistage volontaire du VIH. Des matériels de démonstration tels que le préservatif, les sexes artificiels et des images illustrant les manifestations des différentes maladies ont contribué à une meilleure sensibilisation sur le VIH/SIDA. Des préservatifs masculins et féminins ont été distribués gratuitement aux étudiants dans le campus.

Les quartiers chauds de Ngaoundéré à l'instar de Joli-soir et Baladji 1 ont également été notre cible durant cette semaine. Chaque quartier était couvert par deux personnes accompagnées de matériels de démonstrations et de lots de préservatifs à distribuer.

### ***Déroulement des activités***

#### **A- Atelier d'échanges sur la PTME et la CPN**

##### ***i) Contexte et justification***

En dépit de nombreuses dispositions prises par le Cameroun et ses partenaires institutionnels en matière de lutte contre le VIH/SIDA, cette maladie continue à décimer les populations et constitue de ce fait un véritable problème de santé publique. Bien que les modes de transmission soient connus des populations, l'appropriation des méthodes de prévention reste encore limitée au sein des communautés et particulièrement dans les zones rurales. Selon les statistiques, chaque jour plus de 1000 enfants naissent infectés par le virus du SIDA en dépit des avancées réelles sur le plan de prévention de la transmission mère-enfant. Il a été noté que malgré les disponibilités des produits et services offerts par le PTME, seuls 58% des femmes enceintes séropositives dans le monde reçoivent des antviraux pour prévenir la transmission du virus à leurs enfants. Ce taux est bien plus faible dans notre région où les fréquentations des consultations prénatales sont assez basses. Cette situation devient davantage préoccupante face à l'objectif que s'est fixé le monde entier à savoir celui d'élimination de la transmission mère-enfant du virus d'ici fin 2015. Nonobstant les efforts louables déployés par le gouvernement camerounais pour donner un caractère réaliste et à portée de mains à cet objectif, le niveau d'appropriation communautaire reste encore faible. Si les pesanteurs socio-culturelles justifient en partie cette situation, le problème d'accès à l'information constitue également un véritable goulot d'étranglement pouvant expliquer le faible niveau d'appropriation communautaire. Face à cette situation et compte tenu du niveau de vulnérabilité des femmes dans la région de l'Adamaoua, notre région cible, APROSPEN en partenariat avec le RENAFSOM s'est engagée à renverser la tendance en intensifiant la communication sur la PTME en milieu communautaire. C'est dans ce cadre que ces deux acteurs ont saisi l'opportunité de festivité constructive qu'offre la semaine camerounaise de lutte contre le VIH/SIDA pour organiser une journée d'informations à l'endroit des médiatrices et leaders communautaires sur la PTME. Cet atelier s'est déroulé le 28/11/2015 au Centre de Promotion de la Femme et de la Famille de Ngaoundéré et a connu la mobilisation de Plusieurs leaders et médiatrices communautaires.

## **ii) Objectifs**

### **❖ Objectif global**

L'objectif global de cet atelier est de susciter une meilleure appropriation communautaire de la PTME.

### **❖ Objectifs spécifiques**

- Améliorer la connaissance des produits et services offerts par la PTME ;
- Susciter l'engagement des leaders et médiatrices communautaires à diffuser les bonnes informations sur la PTME.

## **iii) Méthodologie**

Dans le cadre d'animation de cet atelier, la démarche méthodologique utilisée a consisté à faciliter la diffusion de la bonne information. La contribution du coordonnateur du GTR pour l'animation technique de la journée a été salubre et stratégique pour garantir la qualité du message à diffuser. Sa présentation sera suivie des échanges et débats pouvant permettre de clarifier les zones d'ombre et recadrer ainsi les incompréhensions par rapport aux produits et services offerts par la PTME. La 2<sup>e</sup> phase de cette journée s'est articulée autour des échanges sur les stratégies réalistes et durables à mettre en œuvre pour renforcer l'appropriation communautaire de la PTME. De la qualité des échanges devront découler des recommandations et résolutions assorties d'un dispositif interne de suivi de la mise en œuvre.

## **iv) Déroulement de l'atelier**



*Photo Animation atelier*



*M.DONGMO du GTR lors de sa première présentation*

Trois phases ont marqué le déroulement de cet atelier, la première phase consacré uniquement au mot de bienvenue du Coordonnateur d'APROSPEN, les civilités d'usage, avec la présentation des participants. La deuxième phase a porté sur la présentation des différents modules par le facilitateur du GTR et la dernière phase a été consacrée aux échanges.

La réunion a commencé par le mot de bienvenu adressé par le Coordonnateur d'APROSPEN le Dr Hamadou Gambo à l'assistance. Après les échanges de civilités, ce dernier a déploré le comportement des certains parents qui considèrent le sida comme un sujet tabou dont il ne faut pas en parler. Il montre son indignation contre le fait de laisser un enfant, qui n'a rien fait, naître avec la maladie alors qu'il aurait pu être sauvé. Il rappelle qu'APROSPEN accompagne les OSC dans la lutte contre le sida et que cette dernière insiste toujours sur les stratégies de mobilisation communautaire.

Après ces mots d'introduction l'on est passé aux présentations où chaque participant a décliné son identité et la parole est passée, par l'intermédiaire du Coordonnateur au facilitateur qui représentait le GTR. Celui-ci a présenté un exposé dans lequel il abordé quatre grands points à savoir : Les généralités sur le VIH/sida et la PTME, les avantages de la CPN, les principaux indicateurs de la PTME et la mobilisation communautaire.

### ***Résultats obtenus***

- 42 médiatrices et 11 leaders communautaires ont été impliqués dans la lutte contre le VIH /SIDA et maîtrisent davantage les mécanismes de la PTME.
- 42 médiatrices et 11 leaders communautaires sont engagés à diffuser les bonnes informations sur la PTME au profit de l'ensemble de ménages de la région de l'Adamaoua.

### ***Recommandations/suggestions***

- Identifier les associations engagées ;
- Définir avec ces associations des thématiques d'intérêts;
- Mettre davantage l'accent sur l'information ;
- Elaborer un plan de travail et les rapports ;
- Former davantage les agents de santé communautaire ;
- Redynamiser les agents de santé, les motiver ;
- Travail de synergie ;
- Il faut penser à une structuration communautaire avant d'adopter les stratégies
- Saisir le secrétariat chargé des affaires islamiques pour faire passer le message ;
- Mobiliser la population en dehors de la semaine camerounaise du sida ;
- Rapprocher des leaders traditionnels pour pouvoir briser les barrières culturelles.

### ***Difficultés***

Les principales difficultés relevées sont le retard accusé par certains participants qui a retardé le lancement de la réunion ainsi que la faible participation à celle-ci.

### ***Conclusion***

Aux termes de cet atelier qui consistait à sensibiliser les médiatrices et leaders communautaires sur les mécanismes de la PTME et la CPN pour contribuer à barrer la route à cette pandémie qu'est le VIH/SIDA, APROSPEN en collaboration avec le GTR n'ont ménagé aucun effort pour l'atteinte de cet objectif. En effet le représentant du Coordonnateur du GTR a effectué des présentations sur ces deux concepts afin que les participants puissent s'approprier et maîtriser les méthodes de prévention contre le VIH/SIDA. Cet atelier s'inscrit parmi les activités menées au cours de la semaine camerounaise de lutte contre le VIH/SIDA organisé par l'ONG APROSPEN en partenariat avec RENAFSOM.

## **B- Organisation des causeries éducatives dans les ménages sur la PTME et la CPN du**

### ***Contexte et justification***

En dépit du slogan mondial évocateur 'zero enfant né avec le VIH-sida' et surtout des dispositions prises tant au niveau international et national pour prévenir la transmission mère- enfant du VIH-sida, nombreuses sont les femmes qui bénéficient à peine des services y afférents. Si le déficit d'information est évoqué par endroit, la pauvreté et les pesanteurs socio-culturelles sont relevées quelques fois pour justifier le nombreux cas d'accouchement hors cadre hospitalier. Cette situation perdure d'année en année et suscite d'interrogations sur la situation sérologique des enfants nés dans ces conditions ; le taux de consultation prénatale est assez faible et s'accompagne très de plusieurs cas de perdus de vue après une PTME positive. Pour pallier à cette situation, APROSPEN s'est déployée aux côtés de RENAFSOM pour faciliter l'information, l'éducation et la communication au profit des ménages au sein de la communauté musulmane. C'est dans ce cadre que des causeries éducatives ont été organisées dans les différentes artères de la ville de Ngaoundéré pendant la période du 26-30/11/2015.

## Les objectifs

### Objectif global

Réduire de la transmission du VIH mère-enfant au sein de la communauté.

### Objectif spécifique

- Améliorer le taux consultation prénatale par les femmes enceintes,
- Renforcer l'accès de ces femmes aux PTME
- Faciliter la prise en charge et le suivi des femmes vivant avec le VIH

### Méthodologie

Pour mener cette activité avec efficiente et faciliter l'atteinte de la cible, les médiatrices communautaires et OSC féminines généralement bien acceptées dans la ménages ont été sélectionnées et mises à contribution. Ces femmes ont par ailleurs été structurées en cinq groupes pour être déployés dans les différents quartiers de la ville de Ngaoundéré. Avant leur descente sur le terrain, une séance de renforcement des capacités a été organisée à leur intention dans l'optique de les outiller sur les stratégies de causeries éducatives et surtout l'adoption des messages clés à diffuser en milieu communautaire.



Photo : Séance de préparation avant la descente de terrain

### Les Résultats obtenus

AU total 43 causeries éducatives ont été animées dans huit quartiers de la ville de Ngaoundéré. 143 personnes ont été touchées durant cette sensibilisation. Le tableau suivant ressort les détails liés à chaque quartier

| Groupe                                                                                             | Quartier | Date     | Nbre de causeries | Nbre de personnes touchées | Difficultés rencontrées                | Suggestions                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|-------------------|----------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| G5 :<br>-Yanné Fanta<br>-Diddi koulssoumi<br>-Nafissatou Kingui<br>-Salamatou Garga<br>-Koulssoumi | MBIDEN G | 26/11/15 | 05                | 28                         | Certains ménages ne sont pas réceptifs | Associer les leaders religieux dans la sensibilisation et les motiver |
|                                                                                                    |          | 27/11/15 | 03                | 17                         | RAS                                    | Sensibiliser davantage les femmes.                                    |

|                                                                              |                  |          |    |     |                                                                                                                                   |                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------|----|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                              | MBAMY AGA        | 28/11/15 | 03 | 23  | Réticence de certains époux                                                                                                       | Cibler également les époux car ils ont influence sur leurs épouses.                                                             |
| <b>G4 :</b><br>-Monique épouse Oumarou<br>-Aissatou Mantémé<br>-Bébé Zénabou | JOLI SOIR        | 26/11/15 | 05 | 16  | -Refus de certains hommes de nous recevoir chez eux ;<br>-Refus des époux à prendre part aux causeries ;<br>-Accueil approximatif | Eduquer les hommes sur l'importance de la PTME et la CPN à travers les séances prédication sur les lieux de culte               |
|                                                                              |                  | 27/11/15 | 03 | 06  | RAS                                                                                                                               | Multiplier les causeries dans les ménages.                                                                                      |
|                                                                              |                  | 30/11/15 | 03 | 06  | RAS                                                                                                                               | RAS                                                                                                                             |
| <b>G3 :</b><br>-YITA épouse TALLA ;<br>-Hawa ;<br>-Dadda Fadimatou ;         | SABONG ARI       | 26/11/15 | 03 | 07  | RAS                                                                                                                               | Toutes les femmes rencontrées ont adhéré à la fréquentation des hôpitaux ; pour cela il faut accentuer les causeries éducatives |
|                                                                              |                  | 27/11/15 | 03 | 12  | RAS                                                                                                                               | RAS                                                                                                                             |
| <b>G2</b><br>Aissatou Arouna                                                 | Quartier Haoussa | 27/11/15 | 06 | 09  | RAS                                                                                                                               | Avoir plus de conseils                                                                                                          |
| <b>G1 :</b><br>-Aissatou Assabé ;<br>-Haoua Aboubakar ;<br>-Mairama Dasso    | LANGUI           | 26/11/15 | 03 | 06  | RAS                                                                                                                               | RAS                                                                                                                             |
|                                                                              | MALOM RI         | 27/11/15 | 03 | 04  |                                                                                                                                   |                                                                                                                                 |
|                                                                              | MBIBAR           | 28/11/15 | 03 | 05  |                                                                                                                                   |                                                                                                                                 |
| <b>TOTAL</b>                                                                 |                  |          | 43 | 143 |                                                                                                                                   |                                                                                                                                 |

### Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée est celle de manques d'images photos sur le terrain. En effet, aucun groupe n'a pu obtenir cela, à cause de la barrière culturelle qui est source d'obstacle à l'émancipation de la femme musulmane dans les foyers. La plupart des hommes refusent la prise de vue de leurs épouses dans les situations pareilles.

Une autre difficulté réside au niveau des remplissages des fiches des causeries éducatives, car certains groupes n'ont pas pu remplir correctement les informations au moment des entretiens avec les ménagères. Ce qui a rendu complexe le rapportage des activités menées sur le terrain.

### Recommandations

- Sensibiliser davantage les hommes sur l'importance des causeries éducatives dans les ménages et son impact sur l'amélioration de la santé des populations au sein de notre communauté.
- Multiplier ce genre d'initiative qui pourrait se faire même au-delà du cadre de la journée camerounaise de lutte contre le VIH/SIDA. Ceci contribuera à briser les barrières culturelles qui font obstacle à la sensibilisation. Les acteurs de mise en œuvre gagneraient également en expérience sur le terrain.

## **C- RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES PERDUS DE VUE PENDANT LES CPN ET PTME**

### **Contexte et justification :**

Nonobstant les avancées notables en matière de prise en charge des personnes vivant avec le VIH, cette maladie continue à faire l'objet de stigmatisation et marginalisation au sein des communautés. Cette situation est à l'origine de la psychose que crée cette maladie et qui justifie le refus d'affirmer sa sérologie. Plusieurs personnes dépistées positives préfèrent disparaître que de s'affirmer et accepter leur statut en se faisant aider. C'est le cas des femmes qui disparaissent très souvent après une 1<sup>ère</sup> consultation prénatale ou à l'issue d'un dépistage pré-PTME positif. Ces perdus de vue sont nombreux et méritent être identifiés, encouragés et orientés vers les unités de prise en charge. C'est dans cette optique qu'APROSPEN et RENAFSOM ont conjointement organisé une action de recherche et identification des perdus de vue pendant les CPN et PTME

### **Objectifs :**

**Objectif global :** Améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH-sida

### **Objectifs spécifiques :**

- Rechercher et identifier les perdus de vue lors de CPN et PTME au niveau de l'hôpital régional de Ngaoundéré,
- Faciliter la prise en charge sanitaire et psychosociale de testés positifs

### **Méthodologie**

Pour faciliter l'identification des perdus de vue, une fiche des CPN a été mise à notre disposition par Mme YOKOMIE, qui est agent relais communautaire au niveau de l'hôpital régional de Ngaoundéré. Cette fiche contient les dates, Noms et Prénom, Résidence, Contact, et Age des patientes s'étant déjà manifestées. Une équipe composée de deux filles a été mise à contribution sur le terrain. Grâce aux appels téléphoniques et aux rencontres individuelles, certaines perdues de vue identifiées ont été approchées et encouragées à continuer leur CPN.

Une fiche d'identification pour une période de Septembre et Octobre a permis de retrouver 50 femmes perdues de vue sur 67 identifiées. Parmi celles-ci seules 40 ne sont pas arrivées à terme et ont accepté continuer leur suivi prénatal.

### **Conclusion**

Aux termes de cette investigation qui consistait à la mise en œuvre des causeries éducatives dans les ménages, les femmes de RENAFSOM ont joué un rôle important pour l'atteinte de cet objectif. Cependant plusieurs quartiers de la ville de Ngaoundéré ont été ciblés. Cinq groupes de femmes de RENAFSOM ont été constitués pour la réalisation de cette activité allant du 26 au 30/11/2015, ce qui a permis d'obtenir les résultats susmentionnés. Les causeries éducatives dans les ménages font partie des activités planifiées et réalisées en synergie par l'ONG APROSPEN et RENAFSOM.

## **D- MOBILISATION ET ORGANISATION DES SEANCES DE CAUSERIES EDUCATIVES AU SEIN DU CAMPUS DE DANG ET DANS LES QUARTIERS CHAUDS JOLIS SOIR ET BALADJI DU 27/11/2015 AU 29/11/2015**

## **Contexte et justification**

La pandémie du VIH/SIDA fait des ravages dans le monde et touche particulièrement les jeunes, les femmes et les professionnels de sexe considérés comme les couches les plus vulnérables à la maladie. Il est certes vrai que les informations sur la maladie sont suffisamment diffusées à travers tous les canaux, cependant il existe encore des cas d'inconscience avérée vis-à-vis de cette maladie. C'est bien les cas des jeunes et des professionnels de sexe, qui, très souvent, continuent à adopter des comportements irresponsables et potentiellement à haut risques d'infection et/ou de transmission. Cette situation interpelle à un réveil permanent de conscience à travers des séances d'information, d'éducation et de communication sur la maldie. C'est dans ce cadre que RENAFSOM en collaboration avec APROSPEN a planifié et mis en œuvre durant la semaine camerounaise de lutte contre le SIDA des activités de mobilisation communautaire, de sensibilisation et d'incitation au dépistage dans les quartiers chauds de Ngaoundéré, il s'agit spécifiquement de Baladji I, joli soir et le campus universitaire de Dang.

### **Objectifs**

**Objectif global :** Sensibiliser les jeunes et les professionnelles de sexe sur les dangers du VIH/SIDA.

### **Objectifs spécifiques :**

- Renforcer les mesures préventives chez les personnes vulnérables,
- Susciter le dépistage volontaire.

### **Méthodologie**

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, l'étape de Dang a été techniquement appuyé l'équipe du GTR qui a déployé les équipements et kits de dépistage volontaire. Outre les causeries éducatives organisées sur l'ensemble de trois sites, des séances de démonstration des préservatifs féminins et masculins et leur port correct ont permis de faire des illustrations de terrain.

Deux équipes ont permis de couvrir les quartiers de Baladji 1 et joli soir. Chaque équipe est constituée de représentant d'APROSPEN, de RENAFSOM et des Pairs Educateurs. Par contre l'étape de Dang a mobilisé les deux équipes, l'équipe du GTR

### **Déroulement des activités**

#### ***Sensibilisation au sein du campus***

L'activité relative à la sensibilisation au sein du campus de Dang a permis de mobiliser les plusieurs partenaires d'APROSPEN en l'occurrence le RENAFSOM, le GTR et le Club Pairs Educateurs de Ngaoundéré. La guérite de l'université de N'Gaoundéré a servi de cadre pour cette activité. Il s'agit d'une part du dépistage volontaire, gratuit et anonyme du VIH et l'organisation des séances de démonstrations sur l'usage correcte des préservatifs masculins et féminins.



*Photo : Enregistrement des jeunes étudiants pour le dépistage volontaire*

En ce qui concerne des séances de démonstrations sur l'utilisation correcte des préservatifs masculins et féminins, un stand d'exposition a été commis à cet effet et plusieurs personnes sont à l'œuvre pour attirer l'attention des jeunes étudiants vers les stands.



### **Démonstrations des préservatifs masculins et féminins à Dang**

Grâce à l'appui technique du GTR, une équipe mobile de dépistage dotée d'un kit complet, s'est déployée aux cotés de nos équipes. Après le dépistage, chaque volontaire est orienté le mobile après une brève counseling.



*Photo : Entrée salle dépistage*



*Photo : Séance de dépistage volontaire*

### ***Sensibilisation dans les quartiers chauds***

Le club leaders Pairs Educateurs de l'Université de Ngaoundéré est venu une fois de plus aux côtés de l'ONG APROSPEN et RENAFSOM pour mener à bon port les objectifs visés.

Deux quartiers ont fait l'objet de sensibilisation à savoir : BALADJI 1 et Joli soir.

Des matériels artificiels de sensibilisation ont été mis à contribution à l'instar de :

- 03 vagins ;
- 02 pénis ;
- Un carton de préservatifs féminins fourni par CAMNAFAW.

Deux groupes de huit personnes sont mobilisés pour le besoin de la cause. En effet, chaque groupe est constitué de 04 membres des Pairs Educateurs, 02 représentants d'APROSPEN et 02 représentantes de RENAFSOM. Les bars, les calls Box, le domicile des travailleurs des sexes ainsi leurs clients en bordure de la rue. Les thèmes abordés étaient particulièrement orientés sur le VIH/SIDA des voies de transmission et des méthodes de prévention. Pour ce qui est de la distribution des préservatifs masculins, il faut signaler qu'elle était conditionnée aux bons usages. La distribution se faisait en fonction de la maîtrise de son utilisation grâce des démonstrations spectaculaires. Pour les experts en la matière, la distribution coulait comme l'eau de roche.

### ***Résultats obtenus***

**Les résultats obtenus regroupent ceux du campus et des quartiers chauds de N'Gaoundéré.**

*Au sein du campus :*

- ✓ 315 étudiants ont été dépistés ;
- ✓ plus de 1000 étudiants ont été sensibilisés sur le VIH/SIDA ;
- ✓ 450 causeries effectuées.

*Dans les quartiers chauds :*

- ✓ Plus de 2000 préservatifs masculins distribués;
- ✓ Environs 700 personnes touchées durant cette période.

### ***Difficultés rencontrées***

Les difficultés se sont illustrées sur ces deux sites de prédilection.

***Au sein du campus :***

- Insuffisance des préservatifs masculins au regard de la demande sans cesse croissante ;
- Le refus de certains étudiants à se faire dépister.

***Dans les quartiers chauds :***

- Accès difficiles des professionnels de sexe ;
- Refus catégorique de prise de vue de ces professionnelles de sexe ;
- Déclaration d'âge irréaliste afin de bénéficier de préservatifs masculins exorbitants.

### ***Recommandations***

- ✗ Fournir au maximum les préservatifs masculins durant cette campagne ;
- ✗ Ne pas trop exiger les images photo des professionnelles de sexe car cela a failli dégénérer lors de la tentative de prise de vue dans ce secteur.
- ✗ Sensibiliser davantage les jeunes étudiants à connaître leur statut sérologique.

## **AXE 3 : APPUI A LA PRODUCTION**

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement rural, APROSPEN s'est positionnée en qualité d'organisme d'appui qui œuvre dans la formation, le coaching et l'accompagnement des

organisations de production. Spécifiquement pour le compte de 2015, APROSPEN a contractualisé avec la CNEBCAM (Confédération des Eleveurs du Bétail du Cameroun) pour appuyer ses membres tant dans la structuration que dans l'organisation de la foire à bétail session 2015.

### **1. Développement institutionnel et organisationnel de la plateforme**

Pour garantir la visibilité de la CNEBCAM et lui permettre de se hisser à un niveau élevé en rapport avec les missions qui lui sont assignées, APROSPEN a été sollicité pour l'appuyer à implémenter plusieurs activités visant le développement institutionnel et le renforcement organisationnel.

#### **i) Appui à la mise en place de la Confédération sous régionale des éleveurs du bétail**

Bien que l'initiative de mise en place de la Confédération sous régionale des éleveurs du bétail de l'Afrique centrale (CREBAC) soit vieille de presque deux ans, sa concrétisation souffre encore de quelques blocages. L'analyse de cette situation lors des assises de l'Assemblée Générale de la CNEBCAM laisse entrevoir non seulement de difficultés de financement de voyage de certains membres mais aussi un faible niveau d'appropriation des autres. L'une des résolutions de cette assise était d'envisager un plaidoyer auprès de la CEBEVIRHA aux fins de financer le déplacement de certains membres pour la tenue de l'Assemblée générale constitutive. C'est dans cette logique qu'APROSPEN a appuyé la CNEBCAM à identifier les facteurs de blocage et formuler de stratégies d'atténuation sous forme de document de plaidoyer. Les activités de plaidoyer auprès de la CEBEVIRHA visait en réalité deux objectifs à savoir : (i) Négocier l'appui de à l'accompagnement de la tenue de l'Assemblée Générale Constitutive de la Confédération sous Régionale des Eleveurs du Bétail de l'Afrique Centrale (CREBAC) et (ii) Susciter la participation des éleveurs Tchadiens à la foire nationale à bétail de N'Gaoundéré.

#### **Résultats :**

Au terme de cette mission, les résultats suivants ont été obtenus :

- La CEBEVIRHA s'est formellement engagée à accompagner l'organisation de l'Assemblée Générale Constitutive de la Confédération sous Régionale des Eleveurs du Bétail de l'Afrique Centrale (CREBAC),
- La FNAET a été sensibilisée sur l'importance de la participation des éleveurs Tchadiens à la 2<sup>e</sup> foire à bétail de N'Gaoundéré,
- Les aspects liés à l'organisation de l'Assemblée constitutive de la CREBAC ont été discutés dans le fonds.

#### **ii) Appui à la redynamisation des fédérations régionales des éleveurs:**

En sa qualité d'organisation faitière regroupant en son sein des fédérations régionales, la légitimité de la CNEBCAM dépend essentiellement du niveau d'engagement et d'opérationnalisation de ses membres. C'est ainsi qu'elle a sollicité l'appui technique d'APROSPEN pour faciliter le renforcement organisationnel et institutionnel des fédérations régionales. Spécifiquement pour le compte de l'année 2015, APROSPEN a accompagné l'animation des instances statutaires dans six régions d'élevage à savoir, l'Ouest, l'Extrême-nord, l'Adamaoua, le Nord, l'Est et le Centre.

#### **Résultats :**

APROSPEN a appuyé l'organisation de 06 Assemblées générales des membres et un atelier sur la sécurisation des aires protégées et la gestion de l'élevage.

Le calendrier ci-après donne d'amples détails sur ces événements.

| Date           | Événement                                                                    | lieu                                                                 | Observations                                   |
|----------------|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| Septembre 2015 | Appui à l'organisation de l'Assemblée Générale Constitutive de la fédération | salle de conférence de la délégation régionale du MINADER- Bafoussam | Facilité par le délégué régional du MINEPIA Dr |

|                         |                                                                                                                                      |                                                       |                                                                                |
|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
|                         | régionale des éleveurs de la région de l'ouest                                                                                       |                                                       | Moussa Yaya avec la participation du délégué régional de la CAPEF Ouest        |
| Le 20 septembre 2015    | Appui à la restructuration de la fédération régionale des éleveurs de bovins de l'extrême nord (FEB).                                | Maroua, salle de réunion de l'hôtel de ville          |                                                                                |
| Novembre 2015           | Assemblée Générale de la Fédération des Eleveurs de l'Adamaoua                                                                       | N'Gaoundéré                                           | la participation de toutes les unions de 5 départements membres.               |
| Novembre 2015           | Assemblée Générale de la Fédération des Eleveurs du bétail du Nord (FEGELNORD)                                                       | Salle réunion CDEN Nord à Garoua                      | la participation de toutes les unions de 5 départements membres.               |
| Novembre 2015           | Appui à l'organisation de l'Assemblée Générale ordinaire de la fédération régionale des éleveurs du centre                           | Yaoundé, salle de réunion de la chambre d'agriculture | la participation de toutes les unions de différents départements de la région. |
| 16 au 17 septembre 2015 | Appui à l'organisation d'un atelier de sécurisation des aires protégées et de gestion de l'élevage dans la région de l'extrême-nord. | Maroua salle de réunion de l'hôtel de ville           |                                                                                |

## 2. Renforcement de capacités des membres

### i) Atelier d'élaboration du plan d'affaire pour les entreprises d'élevage dans l'extrême nord à Maroua

Nonobstant les atouts qu'offre le secteur élevage au Cameroun, nombreux sont encore les acteurs qui y pratiquent sans preuve effective de rentabilité. Si pour certains, cette situation se justifie par l'attachement culturel aux pratiques ancestrales, pour d'autres il s'agit simplement d'un manque de professionnalisme réel. Beaucoup d'éleveurs s'y engagent sans au préalable disposer d'un plan d'affaires. Cette situation qui a tendance à caractériser la majorité des éleveurs du Cameroun a tendance à compromettre la rentabilité du secteur. Pour pallier à cette insuffisance, la CNEBCAM a sollicité l'expertise d'APROSPEN pour renforcer les capacités des éleveurs de la région sur l'élaboration du business plan. Les objectifs visés par cet atelier sont :

- Comprendre la démarche entrepreneuriale
- Savoir situer l'étape de la rédaction d'un Business Plan dans le processus de création d'une entreprise ;

- Définir clairement l'importance d'un business plan

Cet atelier riche en informations a permis d'aborder plusieurs points, à savoir :

- Le Processus entrepreneurial et Business Plan : il s'agit notamment de la compréhension du Business plan, la Valeur et objectifs d'un Business Plan et la rédaction du business plan,

- Les études préalables à l'élaboration d'un business notamment l'étude de marché, l'étude technique et l'étude financière,
- La formulation d'un plan d'affaire.

Outre le renforcement de capacités des membres sur ce volet, la CNEBCAM s'est attelée à appuyer l'élaboration de plans d'affaires au profit de ses membres dans plusieurs régions. Ce travail assez complexe s'est déroulé en deux phases, à savoir : la collecte des données relatives aux activités professionnelles de chaque organisation bénéficiaire et la mise en cohérence de ces données aux fins de confectionner les plans d'affaires.

#### **Résultats :**

Au terme de cette activité, 60 éleveurs maîtrisent l'élaboration d'un plan d'affaires contre 42 éleveurs suffisamment engagés à élaborer leur plan d'affaires ;

APROSPEN a appuyé l'élaboration de 18 plans d'affaires au profit de 05 organisations à l'Est, 04 dans l'Adamaoua, 05 dans l'Extrême-Nord et 04 dans le Nord.

#### **ii) Visite des promoteurs d'élevage dans la zone de Meskine, Gazawa, Zokok et Mindif.**

Consciente de la nécessité de booster la production en adoptant les approches managériales qui cadrent avec les bonnes pratiques, APROSPEN a organisé du 22 au 28 Mai 2015 une visite guidée des promoteurs d'élevage de Meskine, Gazawa, Zokok et Mindif. Cette approche de travail consiste à susciter les changements pratiques en s'inspirant des insuffisances observées sur le terrain. Chaque éleveur visité a présenté la pratique de ses activités au détail près. Les échanges ont permis de déceler les insuffisances techniques et managériales. L'Analyse de ces insuffisances a permis de formuler des solutions endogènes pouvant être mises à contribution pour le développement du secteur.

#### **Résultats :**

- ✓ 04 promoteurs d'élevage ont été identifiés et visités dans les localités de **Meskine, Gazawa, Zokok et Mindif.**
- ✓ De bonnes pratiques ont été décelées et capitalisées,
- ✓ Les cas d'irrégularité et d'insuffisances techniques et managériales ont été abordés

#### **E- Organisation de la foire à bétail**

A la suite du succès qu'a connu la 1<sup>ère</sup> session de la foire à bétail 2014 ayant permis de faciliter la promotion de spécimens et potentialités locaux en matière d'élevage du bétail ainsi que le savoir-faire des éleveurs de sept régions d'élevage, la CNEBCAM s'est engagée à adopter cette tradition en lui conférant un caractère annuel. C'est dans ce contexte qu'elle a sollicité 'expertise d'APROSPEN pour faciliter l'organisation de la 2<sup>e</sup> session de la foire à bétail en novembre 2015 sous la dénomination '**Djoda 2015**'.

L'objectif général de l'évènement est d'assurer la promotion de l'élevage du bétail au Cameroun

#### **Objectifs spécifiques :**

- Encourager l'adoption des pratiques pastorales innovantes et l'utilisation de nouvelles biotechnologies animales
- Faciliter la promotion des différents spécimens produits dans les régions,
- Favoriser le développement les nouvelles opportunités d'affaires avec d'autres régions/pays,
- Promouvoir les différentes spéculations liées à la production du bétail,
- Promouvoir le développement des chaînes de valeurs

L'activité s'est déroulée du 17 au 19 novembre 2015 sous le haut patronage du Ministre de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales.

### **Organisation et gestion de l'espace forain :**

L'espace est subdivisé en quatre sous espaces à savoir : la zone d'exposition animale, la zone des stands d'exposition des intrants, la zone d'échange scientifique déplacée à l'hôtel Mentong palace et la zone de suivi et gestion de l'espace forain. Cette dernière zone regroupe les acteurs en charge du secrétariat, de la gestion administrative, sanitaire et autres, elle est composée essentiellement des personnes qui se déploient pour garantir la fonctionnalité de la foire. Pour ce qui est des stands et de l'espace d'exposition animale, on y rencontre deux catégories des personnes : les exposants et les visiteurs. Pendant que les exposants s'attèlent à donner des explications et présenter les opportunités aux usagers, les visiteurs eux, évoluent à leur guise selon le principe de libre accès aux expositions. De nombreux échanges entre ces deux catégories des personnes se sont soldés quelquefois par des échanges d'adresse, des projections d'affaires et même des achats d'articles.

Quant à l'espace scientifique, il a vu défiler d'éminentes personnalités scientifiques auprès desquelles se trouvaient des participants attentifs de tout bord.

### **Résultats :**

A l'issue de ces deux jours de festivités du bétail, de nombreux résultats ont été enregistrés, à savoir :

- 24 stands ont été aménagés pour accueillir les exposants,
- Plusieurs catégories d'exposants repartis entre promoteurs des élevages, laboratoires vétérinaires, promoteurs d'intrants pour animaux et acteurs de la chaîne de valeurs lait et viande,
- L'exposition animale s'est soldée par la mobilisation sur les lieux de 700 bovins, 620 petits ruminants, 42 Equins, 08 Asins.
- Plus de XX éleveurs issus de différentes régions du pays et même de la sous-région se sont mobilisés autour de l'évènement,
- 14 éleveurs ont été primés,
- 09 thèmes ont été abordés durant les ateliers scientifiques

### **Difficultés rencontrées**

Nonobstant son engagement à apporter de solutions aux préoccupations des éleveurs du bétail du Cameroun, la CNEBCAM fait face à de nombreuses difficultés d'ordre structurel, organisationnel et financier.

Sur le plan structurel et organisationnel, les fédérations membres sont adynamiques et opèrent suivant de façon opportuniste au rythme de projets et programmes. Les outils de management à l'instar des plans d'actions et budgets sont très peu utilisés. En dépit de l'existence des statuts qui définissent clairement l'organisation et fonctionnement interne, les interventions des acteurs très peu en cohérence avec des textes.

Sur le plan financier, très peu de membres cotisent normalement tel que l'exigent les statuts. Cette situation limite le niveau d'autonomisation de la structure qui voit sa dépendance vis vis-à-vis des partenaires croître au jour le jour.

Outre ces difficultés internes à la confédération, il est important de rappeler que le secteur élevage pour lequel elle se déploie traverse également des difficultés de tout ordre, il s'agit notamment de :

Les crises sécuritaires marquées par les menaces terroristes de la secte « Boko-Haram », et surtout les conséquences liées aux récentes crises Centrafricaines. A cela s'ajoute les phénomènes de vol de bétail, d'enlèvement des bergers et les prises d'otages suivies des demandes des rançons observés particulièrement dans les régions de l'Adamaoua et du Nord. Outre les nombreuses pressions qui s'opèrent sur les ressources pastorales et qui tendent à compromettre les performances

animales surtout dans les zones frontalières, on note également les pressions psychologiques récurrentes qui tendent à compromettre le bien-être des éleveurs.

La raréfaction de ressources. En 2014, pour la seule région de l'Adamaoua, les éleveurs ont estimé les pertes dues aux pénuries alimentaires de saison sèche à près de 47 000 têtes de bétail soit une valeur équivalente d'environ 10 000 000 000 (dix milliards) de nos francs CFA. Cette situation a compromis l'épanouissement des éleveurs et a anéanti les perspectives de l'élevage au Cameroun. La pleine du Logone qui sert de zone de transhumance pour tous les pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad est depuis deux (02) ans en situation de surexploitation. La sédentarisation forcée des éleveurs du Niger et du Nigéria le long des couloirs de transhumance a eu pour conséquences, une réduction de l'espace pâturable et des incursions régulières dans les zones réservés à la conservation de la faune, créant ainsi un cercle vicieux d'attaque de félins et de représailles des populations environnementales.

La réduction de l'espace liée à la pression démographique et à la création des réserves cynégétiques faisant fi des activités agro-pastorales, combinée à la dégradation avancée des pâturages et à l'invasion de certains d'entre eux par des plantes indésirables, à l'instar de Bokassa Grass ou *Chromolœna odorata*, constituent une préoccupation majeure pour les éleveurs.

A ces difficultés s'ajoutent de nombreux autres problèmes notamment les fortes variations tarifaires des vaccins selon les régions, les difficultés d'accès au financement pour de nombreux projets pastoraux.

#### **AXE 4 : ENVIRONNEMENT**

Dans le cadre de son engagement à appuyer la protection de la biodiversité à travers la gestion durable de ressources naturelles, APROSPEN s'est déployée à accompagner la commune de Nyambaka dans l'élaboration de sa note d'idée de projet REDD+.

##### ***Contexte et justification :***

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, un mécanisme international sous la dénomination de REDD+ a été mis en place et propose de rémunérer les pays en voie de développement pour leurs efforts dans la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière sur une base volontaire. Il s'agit spécifiquement d'un mécanisme qui vise la Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière, incluant la conservation, la gestion forestière durable et l'augmentation des stocks de carbone. Pour implémenter ce processus dans les communes, le Programme National de développement Participatif (PNDP) a reçu un financement du 2<sup>e</sup> C2D pour la mise en œuvre de cette composante REDD+ en plus de ses activités classiques de développement et de financement des microprojets. C'est dans ce cadre qu'APROSPEN a été sélectionné en tant OAL mandaté pour accompagner la commune de Nyambaka dans l'élaboration de la note d'idée de projet et des termes des références relatives à l'étude de faisabilité. Le contrat N°003/CSC/2015/MINEPAT/SG/PNDP/CSPM signé entre APROSPEN, la commune de Nyambaka et le PNDP s'accompagne d'un cahier de charges qui définit clairement les attentes vis-à-vis de l'OAL.

##### **1. Préparation de la mission**

Le démarrage effectif des activités s'est illustré par la mobilisation des experts ayant contractualisé avec l'OAL et leur mise à contribution pour la répartition des tâches, l'appréciation de la teneur de la mission et surtout la mobilisation de ressources en vue du démarrage effectif. Cette phase a été conduite avec succès et a permis à l'équipe de se déployer d'abord dans la recherche documentaire sur Nyambaka puis l'élaboration des outils de sensibilisation sur le terrain. Toutes ces activités ont été menées de la période de démarrage jusqu'au 28 juin 2015.

##### **2. Introduction et installation dans la commune**

Pour permettre à l'OAL de travailler dans un esprit de quiétude, le coordonnateur de l'OAL a introduit son équipe auprès de l'exécutif communal, des autorités administratives de la place et des différents sectoriels départementaux et locaux. Cette opération a été conduite avec satisfaction malgré l'interpellation du sous-préfet sur le document du contrat qui, malheureusement n'était pas encore en notre possession. Toutefois, la situation a été corrigée une fois que nous avons reçu le contrat et l'ordre de service de démarrer. Cela a permis à APROSPEN de rédiger une note d'introduction à tous les experts en plus de la lettre du PNDP introduite auprès du préfet et qui nous a permis de discuter amplement avec ce dernier au sujet du contenu de notre mission. Des cases de passage et un local de travail ont été réquisitionnés au sein de la commune et permettent aux acteurs de travailler sans pression.

### **3. Information et sensibilisation des parties prenantes**

#### **3.1 Atelier de lancement :**

Un atelier de lancement des activités a été organisé dans la salle de délibération de la commune de Nyambaka en date du 29/07/2015. En plus des experts, du coordonnateur du PNDP, cet atelier a mobilisé les autorités administratives, les sectoriels, les chefs traditionnels, les responsables des OP et les membres de la communauté représentant l'ensemble des villages de la commune. Plusieurs présentations et échanges ont permis aux acteurs locaux d'être au même niveau d'information sur le projet pilote REDD+

#### **3.2 Séances d'informations et sensibilisation de terrain :**

Des séances d'information et de sensibilisation conduites par les experts appuyés des cadres d'APROSPEN ont permis de faciliter la diffusion des informations sur le projet pilote REDD+ aussi bien dans la zone du projet que dans tous les villages environnants et autres villages phares de la commune. Cette mission a continué même pendant la phase de collecte de données. Les messages clés contenus dans l'outil de sensibilisation ont été utilisés et ont permis d'harmoniser le contenu des informations à diffuser sur le terrain.

### **4. Collecte de données primaires et secondaires :**

Préalablement la descente de terrain, les outils de collecte ont été élaborés et consolidés par l'ensemble de l'équipe, il s'agit spécifiquement des guides d'entretien pour ce qui est de données secondaires et de la fiche de collecte de données primaires.

Les sectoriels du MINEPDED, MINADER, MINEPIA, MINFOF et MINEPAT ainsi que les chambres consulaires (CCIMA, CAPEF) et les programmes tels que PAPA et ACEFA ont été rencontrés pour des interviews semi-structurés. Les informations recueillies ont été synthétisées et capitalisées. Pour ce qui est de données secondaires, un échantillonnage a préalablement été fait et a permis de sélectionner 28 villages dans la ZOMO avec systématisation du village GADO (site d'illustration) et tous les villages environnants. Les données ont été collectées sur des fiches déjà codifiées. Cela a permis de mettre en place un masque de saisie pouvant permettre d'assurer avec efficience le traitement et capitalisation de ces données à partir du 20/08/2015.

Par ailleurs, il est à noter que sur la base des échanges avec la coordination nationale du PNDP, le cahier de charges initial a subi de légères modifications calendaires dans le sens de permettre à l'OAL de transmettre la version provisoire de la NIP et les TdRs y afférents à la coordination nationale PNDP au plus tard le 03/08/2015.

### **5. Analyse et traitement de données de terrain :**

A la suite de la collecte de données de terrain, des séances d'analyse et traitement sont intervenues du 19/07 au 23/07/2015. Au regard de la complexité de cette phase assez déterminante, le travail a été subdivisé en trois parties, à savoir :

a. ***L'analyse et traitement de données socio-économiques et environnementales*** : sous la responsabilité de l'expert socio-économiste, cette phase a consisté à s'appuyer sur le masque de saisie pour enregistrer toutes les données contenues sur les fiches de collecte de données primaires. A la suite de cet enregistrement, s'en est suivi le traitement et l'analyse. Les données secondaires préalablement collectées ont également été utilisées pour enrichir la base de données et sortir une synthèse qui offre suffisamment d'informations non seulement sur la zone de mise en œuvre toute entière mais aussi spécifiquement sur la zone du projet.

b. ***L'analyse de données forestières*** : Dans le cadre de ce même travail, le forestier a relevé de données spécifiques sur chaque site de la zone de projet. Il s'agit de données devant renseigner sur l'état de dégradation/déforestation, l'évolution de la biomasse et les coordonnées GPS de chaque site relevé. L'expert forestier a donc conduit les activités d'analyse de ces données et d'estimation du crédit carbone.

c. ***L'analyse de données satellitaires*** : il s'agit de procéder à l'analyse approfondie de données relevées par l'expert SIG et d'y ressortir des cartes analytiques pouvant permettre une meilleure lecture de la zone. Cette phase a été conduite par l'expert SIG.

## **6. Synthèse et mise en cohérence des données :**

A la suite de ces différentes phases d'analyse de données, une réunion de synthèse a été organisée au siège d'APROSPEN en date du 24/07/2015. Cette rencontre a permis d'apprécier les données de chaque expert de procéder à leur mise en cohérence dans l'optique de leur capitalisation pour l'élaboration de la NIP et des TdRs relatifs à l'étude de faisabilité.

## **7. Elaboration de la NIP et des TdRs**

Les travaux d'élaboration de la NIP et des TdRs ont démarré le 25 juillet 2015 et ont mobilisé toute l'équipe d'APROSPEN, experts et cadre d'appui. Après échanges ayant permis de consolider le plan proposé par le coordonnateur, la démarche adoptée a été participative à travers le brainstorming. Les travaux conduits pendant deux jours successifs ont permis de finaliser le 1<sup>er</sup> draft de la NIP tout en abordant les aspects liés au plan des TdRs à confectionner les jours suivants.

Compte tenu de la complexité de la tâche et du nombre d'intervenants, ces travaux d'élaboration de la NIP et des TdRs ont continué jusqu'au 30/07/2015. Les dernières retouches ont particulièrement concerné l'analyse financière, le calcul du crédit carbone et les éléments d'additionnalité. A la suite de la mise en forme de la NIP, les discussions ont tourné autour des contours des termes de références de l'étude de faisabilité.

En date du 31/07, une séance de relecture a été organisée par APROSPEN et a mobilisé les sectoriels, les exécutifs communaux et les cadres de la coordination régionale du PNDP Adamaoua. Cette séance a été riche en échanges et a permis d'enregistrer les observations et critiques constructives des participants.

En date du 1<sup>er</sup> /08/2015, après consolidation des documents nous avons procédé à la reprographie et transmission à la coordination nationale du PNDP.

## **8. Elaboration du rapport d'identification de besoins en formation**

L'analyse de données de terrain a permis d'identifier clairement les préoccupations centrales posées par les parties prenantes puis d'identifier et prioriser les besoins en formations classés par secteur d'activités. Un rapport conséquent a été élaboré et intégré parmi les livrables transmis à la coordination nationale en date du 1<sup>er</sup>/08/2015.

## **9. Elaboration Consolidation et reprographie des rapports annexes**

L'ensemble de données disponibles ont été synthétisées et ont permis de procéder au rapportage tel qu'exigent les termes du contrat. A ce titre plusieurs rapports ont été confectionnés et multipliés en plusieurs exemplaires. Il s'agit de :

- Rapport de présentation de facteurs de dégradation et de déforestation,
- Rapport de l'analyse satellitaire
- Rapport du scénario de référence,
- Rapport consolidé des réunions d'information et de sensibilisation de parties prenantes,
- Rapport socio-économique
- Rapport de l'atelier de lancement

#### **10. Transmission des rapports à la coordination Nationale**

Les documents suivants (10 exemplaires chacun) ont été transmis à la coordination nationale du PNDP le 1<sup>er</sup>/08/2015 et ont été effectivement réceptionnés le lundi 03/08/2015, il s'agit de :

- La NIP provisoire
- Les Termes de références relatifs à l'étude de faisabilité
- Les besoins en formation de parties prenantes
- Les annexes contenant 6 rapports (Rapport de présentation de facteurs de dégradation et de déforestation, Rapport de l'analyse satellitaire, Rapport du scénario de référence, Rapport consolidé des réunions d'information et de sensibilisation de parties prenantes, Rapport socio-économique, Rapport de l'atelier de lancement)

#### **11. Visite de terrain avec l'équipe du PNDP et du comité de pilotage REDD+**

En date du 06 Août, une équipe composée de trois personnes dont deux issues de la coordination nationale PNDP et une du comité national REDD+ est descendue sur le terrain dans l'optique d'apprécier les réalités évoquées dans la NIP. A cette équipe de trois personnes ressources se sont ajoutés le CASE de la coordination régionale Adamaoua, l'équipe de la commune de Nyambaka (Le 1<sup>er</sup> adjoint au maire et le cadre communal de développement), deux experts et deux stagiaires de l'OAL APROSPEN pour effectuer la descente dans la localité de Kognoli. Durant tout le trajet, des arrêts sur certains sites ont permis de discuter en profondeur de la situation de la dégradation des forêts et surtout des problèmes d'abandon des espaces pâturés liés à l'emboisement. Une fois arrivé à Kognoli, une séance de travail avec les personnes ressources a permis des échanges sur le draft de la NIP. Outre les points d'ombres pour lesquels des éclaircissements ont été apportés par l'équipe de l'OAL, quelques points d'attention ont fait l'objet de débats assortis de recommandations, à savoir :

- La carte de localisation de Nyambaka devra être plus illustrative et permettra de la situer au sein de la région d'une part et du pays tout entier d'autre part,
- Le phénomène d'emboisement qui semble être la spécificité de la zone devra être davantage illustré,
- Les photos doivent être bien illustrées,
- Concernant les avantages liés aux approches alternatives envisagées, il est recommandé de s'en tenir aux éco-bénéfices,
- Ne pas tenir compte des Herbacés dans l'évaluation du crédit carbone et se limiter juste à l'approche méthodologique de calcul,

Par ailleurs, il a été proposé d'éliminer le complexe multifonctionnel préalablement envisagé dans la NIP ainsi que l'idée de d'adopter le biogaz comme approche alternative à la coupe de bois. Les problèmes liés à l'accessibilité de la zone de projet ont suscité beaucoup d'échanges.

## **12. Consolidation de la version révisée de la NIP**

A la suite des recommandations issues des échanges de terrain, d'autres échanges par mail et Téléphone avec l'équipe de coordination REDD+ ont permis de relever quelques points nécessitant des modifications. Tous ces amendements et ajouts ont été pris en compte pour enrichir le document et le consolider aux fins de le rendre plus digeste. Une fois cette phase terminée, les documents ont une fois de plus été envoyés par mail à la coordination nationale.

## **13. Organisation du COMES pour validation de la NIP**

En date du 04 septembre 2015, il a été organisé dans la commune de Nyambaka un conseil élargi aux sectoriels pour une relecture et validation de la NIP, des termes de références relatifs à l'étude de faisabilité et des besoins en formation. Cette séance de relecture s'est articulée en trois phases à savoir : la phase protocolaire d'ouverture, la phase de présentation de la NIP et ses annexes et enfin la phase d'échanges.

La phase protocolaire s'est articulée autour de trois (03) allocutions en occurrence le mot de bienvenue et les civilités d'usage prononcés par l'Adjoint au Maire, la présentation du contexte des assises par le Coordonnateur Régional du PNDP et enfin le discours de circonstance du sous-préfet pour déclarer l'ouverture solennelle de la séance.

Après cette étape essentiellement introductive et protocolaire, le travail proprement dit a commencé par la présentation du Dr Tchobsala expert forestier qui s'est appesanti sur la description de l'état des lieux du couvert végétal, le niveau de dégradation observé tout en évoquant les facteurs et les acteurs de déforestation et de dégradation. A la suite de cette présentation, s'en est suivie celle du Dr Gambo, Coordonnateur APROSPEN qui a sommairement synthétisé les problèmes réels de la déforestation et de la dégradation avant de dérouler la proposition alternative conçue sous forme d'idée de projet intitulée « Appui à la restauration du couvert végétal dégradé à travers l'intensification des productions agro-sylvo-pastorales dans la commune de Nyambaka ». Il a déroulé tour à tour les objectifs du projet, les activités qui s'y déclinent tout en abordant le scénario de référence, les facteurs économiques, les éléments d'additionnalité, les fuites et le coût estimatif du projet.

La dernière présentation faite par l'expert socio-économiste M. Meyanga Yves a essentiellement abordé des termes de référence et les besoins en formation. A l'issue de ces différentes présentations, le président de Séance a repris la parole pour ouvrir la phase d'échanges alors qu'il était 13h30. Cette phase qui a duré quatre heures d'horloge s'est illustrée par des échanges contradictoires riches et fructueux, qui ont permis non seulement une meilleure compréhension de la NIP mais aussi et surtout de relever les points d'ombres et de formuler des recommandations sur des aspects jugés pertinents.

Toutefois il est important de rappeler qu'à l'unanimité des participants, deux (02) grandes résolutions ont été prises :

- Résolution 1: Toutes les activités inscrites dans la NIP ont une cohérence avec les préoccupations de la commune de Nyambaka. Par conséquent, cette NIP doit être maintenue comme tel sous réserve d'apporter des corrections de forme ;

- Résolution 2 : Sous peine que tout ce travail soit assimilé à un château de carte, il a été recommandé à la commune de poursuivre dans les brefs délais le processus de sécurisation du site.

La phase de clôture a débuté par la présentation du procès-verbal à l'assistance, son adoption et acclamation des participants signe d'acceptation de la NIP. Cette phase s'est achevée par l'allocution de clôture de Monsieur le premier Adjoint au Maire intervenu autour de 17h30 suivi du refrain de l'hymne national.

## **14. Prise en compte des observations du COMES**

En date du 07/09/2015, les experts de l'OAL se sont retrouvés pour analyser les observations issues du COMES et les possibilités de leur prise en compte. Ce travail assez complexe a été conduit en deux jours et a permis de sortir une version consolidée de la NIP, des TdRs relatifs à l'étude de faisabilité et des besoins en formation assortis de plan de mise en œuvre. Les autres documents annexes ont également été revus dans le strict respect de la logique du COMES.

### **15. Transmission des rapports à la coordination Nationale**

Les documents suivants (10 exemplaires chacun) ont été produits et transmis à la coordination nationale du PNDP le 10/09/2015 et ont été effectivement réceptionnés le 11/09/2015, il s'agit de :

- La NIP provisoire, version consolidée
- Les Termes de références relatifs à l'étude de faisabilité
- Les besoins en formation de parties prenantes
- Les annexes contenant 6 rapports (Rapport de présentation de facteurs de dégradation et de déforestation, Rapport de l'analyse satellitaire, Rapport du scénario de référence, Rapport consolidé des réunions d'information et de sensibilisation de parties prenantes, Rapport socio-économique, Rapport de l'atelier de lancement)

A cela s'ajoutent le procès-verbal de validation du COMES et une version électronique de tous ces documents suscités sur CD-ROM

### **16. Séance d'évaluation de la NIP par l'équipe de la CNC PNDP**

Suite à la transmission des documents (NIP, TdRs et annexes) à la coordination nationale du PNDP, des observations écrites ont été relevées à travers les échanges par mail. Ces observations contenues dans la grille d'évaluation en annexe concernent la localisation de la zone du projet, la délimitation de la zone, la nature des activités inscrites etc.. (Confère grille d'évaluation). A la suite de la prise en compte de ces remarques ayant conduit à l'élaboration d'un document consolidé, nous avons reçu une équipe de CNC du PNDP composé de trois experts. Une séance de travail mobilisant ces trois experts, l'équipe d'experts de l'OAL et l'équipe technique de la coordination régionale du PNDP a été organisée en date du 07/10/2015 et s'est penchée aux détails près sur aspect de la NIP.

D'entrée de jeu, M Kapto a pris la parole pour saluer la présence des différentes parties prenantes à cette assise hautement technique et préciser le contexte dans lequel se définit cette séance de travail considérée comme une phase cruciale à la validation de la NIP. Il a par ailleurs passé la parole à M Bitchick qui a renchéri en précisant combien cette séance de travail est importante pour la suite du processus.

Après ces éléments de cadrage, la parole a été donnée à l'OAL qui a présenté sommairement sa vision de la problématique de la localité concernée et les propositions alternatives contenues dans la NIP. Cette présentation a déclenché les discussions autour de la perception de la problématique par les différentes parties prenantes. Si pour l'OAL la reconversion de la savane arborée en savane herbacée est une réelle préoccupation liée aux facteurs anthropiques, pour l'équipe de la CNC, cette perception du problème mérite un recadrage au vu des capacités de régénération naturelle des forêts reconnues aux zones de savane. Les argumentations de Dr Tchobsala ont précisé que la vitesse de régénération naturelle ne saurait justifier le rejet des options alternatives à envisager à travers les actions de l'homme. De ces discussions, il s'est avéré important de projeter les images satellitaires produites par l'OAL pour en faire une base d'échanges. Cette démarche jugée assez cohérente a permis de parcourir toute la grille d'évaluation en observant un temps d'arrêt assorti des discussions autour de chaque point d'attention. A l'issue de ces échanges de nombreuses recommandations ont été prises.

Les images satellitaires présentées par l'OAL ne projettent pas les réalités exactes de la zone. Ces images ne permettent pas de localiser avec précision les zones pastorales et agricoles. Par

ailleurs, il serait plus indiqué de se focaliser sur la zone du projet au lieu de projeter la situation de toute la commune. A l'issue des échanges il a été recommandé à l'expert SIG de l'OAL de refaire la carte d'évolution du couvert végétal sur une période de 25 ans (1990 à 2015) et de se focaliser essentiellement sur la zone du projet. Les données cartographiques devront ressortir les facteurs de variations tout en mettant un accent particulier sur les causes de dégradation/déforestation. Les villages devront être clairement positionnés la carte devra avoir une vision à dire d'acteurs.

17. Il est important de ressortir une cohérence logique entre les facteurs de dégradation/déforestation observés, les piliers REDD+ concernés par le projet, les objectifs identifiés et les activités qui en découlent.

18. En ce qui concerne les objectifs, la formulation ne souffre d'aucune insuffisance, toutefois, il devrait avoir une cohérence entre chaque objectif spécifique et les activités déclinées.

19. Outre ces aspects, il est recommandé d'être réaliste en redimensionnant le projet à travers des activités qui répondent spécifiquement aux préoccupations soulevées dans la problématique.

20. Le projet devra être réévalué dans sa nouvelle dimension de manière à offrir une meilleure lisibilité,

21. Le scénario de référence devra être refait sur la base de données nouvelles et à partir de là ressortir l'additionnalité du projet.

A la suite des échanges assez riches en recommandations, il a été demandé à l'OAL de déployer les efforts pour sortir une NIP qui réponde à ces différentes recommandations au plus tard le 10/10/2015

En dépit de ce climat de morosité du départ, la séance de travail s'est terminée dans une ambiance de gaieté et à la satisfaction de tous.

## **22. Consolidation de la NIP selon la nouvelle vision**

A la suite de la séance de travail assortie des recommandations, il a été demandé à l'équipe de l'OAL d'intégrer toutes ces observations et d'envoyer le document en version électronique au plus tard le 10/10/15. Tenant compte de ces recommandations, l'expert SIG s'est mis au travail pour ressortir les nouvelles images satellitaires illustrant les états de dégradation et déforestations sur la zone du projet. Une séance de travail avec les autres experts de l'équipe a permis d'élaborer le scénario de référence et de prendre en compte les autres observations liées aux activités retenues. Cette version de la NIP a été envoyée par courrier électronique à la CNC PNDP.

## **23. Transmission des documents à la coordination Nationale**

A l'issue des échanges ayant permis de consolider cette dernière version de la NIP, la coordination nationale du PNDP a donné mandat à l'OAL de tirer la dernière version de la NIP, les TdRs, les besoins en formation et les documents annexes en 25 exemplaires.

Les documents suivants (25 exemplaires chacun) ont été produits et transmis à la coordination régionale du PNDP/Adamaoua ont été effectivement réceptionnés le 17/10/2015, il s'agit de :

- La NIP provisoire, 2<sup>e</sup> version consolidée
- Les Termes de références consolidés relatifs à l'étude de faisabilité
- Les besoins en formation de parties prenantes
- Les annexes contenant 6 rapports (Rapport de présentation de facteurs de dégradation et de déforestation, Rapport de l'analyse satellitaire, Rapport du scénario de référence, Rapport consolidé des réunions d'information et de sensibilisation de parties prenantes, Rapport socio-économique, Rapport de l'atelier de lancement)

## **24. Décision du comité de pilotage REDD+**

A travers une correspondance datée du 20/11/2015 adressée au Maire, le Ministre de l'Environnement a rendu publique la décision de la session extraordinaire du comité de pilotage REDD+ tenue le 23 octobre 2015 sur la NIP de Nyambaka intitulée 'Restauration du couvert végétal dégradé de la zone de Djeng-gado'. Il est ressorti de cette correspondance qu'à l'issue de la délibération, le comité de pilotage a donné l'avis de non objection à la commune de Nyambaka sous réserve de l'intégration des recommandations suivantes :

- Prendre en compte les co-bénéfices socio-environnementaux ;
- Préciser l'ancrage politique du projet avec les axes stratégiques inscrits dans la DSCE ;
- Préciser les types d'emplois qui pourraient être créés par le projet ;
- Décrire la méthodologie d'estimation des personnes qui pourraient être touchées par le projet ;
- Ressortir l'implication des femmes dans la mise en œuvre du projet ;
- Proposer un calendrier réaliste de la mise en œuvre des activités.

Par ailleurs, il est demandé à l'OAL d'intégrer ces recommandations dans un délai très bref pour permettre la finalisation de la NIP

## **25. Consolidation de la NIP et TdRs sur la base des recommandations formulées :**

L'équipe d'experts de l'OAL à l'issue de l'analyse des recommandations s'est attelée à s'appesantir sur chaque point pour produire des éléments additifs pouvant répondre aux recommandations formulées. Ce travail a été conduit sur quelques jours et a permis de revoir le document par rapport aux points d'attentions relevés. A l'issue de cette opération, une séance de relecture et de partage a permis de relever les incohérences et consolider le document quasi final. Des exemplaires de la NIP et des TdRs ainsi revus ont été transmis en version électronique à la CRC et CNC du PNDP pour appréciation. Le feedback reçu trois jours plus tard nous a donné le quitus de tirer cette version de la NIP. Toutefois, pour ce qui est des TdRs, quelques remarques pertinentes formulées par le CASE/Adamaoua ont nécessité un travail supplémentaire d'enrichissement du document. Il s'agit notamment du nombre d'experts intervenants, de la qualité des livrables attendus à l'issue de l'étude de faisabilité et par conséquent de la révision du budget y afférent. Ce travail conduit de façon concertée avec le CASE a reçu l'approbation de ce dernier avec le tirage final.

## **26. Transmission des documents à la coordination Nationale**

A la suite de ces opérations cette dernière version ayant permis de prendre en compte les recommandations du comité de pilotage REDD+, les modifications apportées ont touché uniquement la NIP et les TdRs. A l'issue des échanges avec la coordination nationale du PNDP, il a été demandé de tirer et déposer 10 exemplaires de la NIP et TdRs.

Ces documents (11 NIP et 11 TdRs) ainsi que leurs versions électroniques contenues sur deux CD-ROM ont été produits et transmis à la coordination régionale du PNDP/Adamaoua ont été effectivement réceptionnés le 17/12/2015.

## **Conclusion**

Au terme de ce processus riche et enrichissant, des produits ayant fait le consentement de l'ensemble de parties prenantes ont été livrés. Certes une série d'activités non planifiées initialement ont été réalisées sur la demande de la coordination nationale, cependant, celles-ci ont contribué à enrichir les documents et surtout à outiller davantage l'équipe d'experts sur ce processus nouveau. Au terme du processus, la commune de Nyambaka se trouve dotée d'une NIP intitulée 'Restauration du couvert végétal dégradé de la zone de Djeng-gado' jugée recevable par le comité de pilotage. En plus de la NIP, de nombreux autres documents contractuels ont été produits, il s'agit notamment des

Termes de références consolidés relatifs à l'étude de faisabilité, des besoins en formation de parties prenantes et de tous les annexes de la NIP (Rapport de présentation de facteurs de dégradation et de déforestation, Rapport de l'analyse satellitaire, Rapport du scénario de référence, Rapport consolidé des réunions d'information et de sensibilisation de parties prenantes, Rapport socio-économique, Rapport de l'atelier de lancement)